

MONTEVIDEO OU UNE NOUVELLE TROIE  
(1850)



ALEXANDRE DUMAS

Montevideo  
ou  
Une nouvelle Troie

LE JOYEUX ROGER  
2013

Cette édition a été établie à partir de celle de l'Imprimerie Centrale de Napoléon Chaix et C<sup>ie</sup>, rue Bergère, 20, Paris, 1850.

Nous en avons respecté l'orthographe et la ponctuation, à quelques corrections près.

ISBN : 978-2-923981-57-4

Éditions Le Joyeux Roger  
Montréal

[lejoyeuxroger@gmail.com](mailto:lejoyeuxroger@gmail.com)

*Aux héroïques défenseurs  
de Montevideo.*

ALEXANDRE DUMAS

## Chapitre premier

Lorsque le voyageur arrive d'Europe sur un de ces vaisseaux que les premiers habitants du pays prirent pour des maisons volantes, ce qu'il aperçoit d'abord, après que le matelot en vigie a crié *terre !* ce sont deux montagnes : une montagne de briques, qui est la cathédrale, l'église-mère, *la matriz*, comme on dit là-bas ; et une montagne de pierre, marbrée de quelque verdure et surmontée d'un fanal : cette montagne s'appelle *le Cerro*.

Puis, au fur et à mesure qu'il approche, au dessous des tours de la cathédrale, dont les dômes de porcelaine scintillent au soleil, à la droite du fanal placé sur le monticule qui domine la vaste plaine, il distingue les *miradores* sans nombre et aux formes variées qui surmontent presque toutes les maisons ; puis ces maisons elles-mêmes, rouges et blanches, avec leurs terrasses, fraîches stations du soir ; puis, au pied du Cerro, les *saladeros*, vastes édifices où l'on sale les viandes ; puis, enfin, au fond de la baie bordant la mer, les charmantes *quintas*, délices et orgueil des habitants, et qui font que, les jours de fête, on n'entend que ces mots courant par les rues : « Allons dans *le miguelote !* Allons dans *la aguada !* Allons dans *l'arroyo seco !* »

Puis, si vous jetez l'ancre entre le Cerro et la ville, dominée, de quelque point que vous la regardiez, par sa gigantesque cathédrale, Léviathan de brique qui semble fendre des flots de maisons ; si la yole vous emporte rapidement sous l'effort de ses six rameurs vers la plage ; si, le jour, vous voyez sur la route de ces belles *quintas* des groupes de femmes en amazones, de cava-

liers en habit de cheval ; si, le soir, à travers les fenêtres ouvertes et versant dans les rues des torrents de lumière et d'harmonie, vous entendez les chants des pianos ou les plaintes de la harpe, les trilles pétillantes des quadrilles ou les notes plaintives des romances, c'est que vous êtes à Montevideo, la vice-reine de ce grand fleuve d'argent dont Buénos-Ayres prétend être la reine, et qui se jette dans l'Atlantique par une embouchure de quatre-vingts lieues.

Ce fut Jean Diaz de Solis qui, le premier, vers le commencement de 1516, découvrit la côte et la rivière de la Plata. La première chose qu'aperçut la sentinelle en vigie fut le *Cerro*. Plein de joie, il s'écria en langue latine : *Montem video !* De là le nom de la ville dont nous allons rapidement esquisser la merveilleuse histoire.

Solis, déjà fier d'avoir découvert, un an auparavant, Rio-Janeiro, ne jouit pas longtemps de sa nouvelle découverte : ayant laissé dans la baie deux de ses navires, et s'étant engagé avec le troisième dans l'embouchure du fleuve, il céda aux signes d'amitié que lui firent les Indiens, tomba dans une embuscade, fut tué, rôti et mangé sur les bords d'un ruisseau qui, aujourd'hui encore, en mémoire de cette terrible aventure, porte le nom de *arroyo* de Solis.

Cette horde d'Indiens anthropophages, très braves, du reste, appartenait à la tribu primitive des *Charruas* ; elle était maîtresse du pays, comme, à l'extrémité opposée du grand continent, les Hurons et les Sioux.

Aussi résista-t-elle aux Espagnols, qui furent obligés de bâtir Montevideo au milieu des combats de tous les jours et surtout d'attaques de toutes les nuits ; si bien que, grâce à cette résistance, Montevideo, qui compte à peine cent ans de fondation, est une des villes les plus modernes du continent américain.

Enfin, vers la fin du dernier siècle, vint un homme qui fit à ces maîtres primitifs de la côte une guerre d'extermination où ils furent anéantis ; trois derniers combats, pendant lesquels, comme

les anciens Teutons, ils placèrent au milieu d'eux femmes et enfants, et tombèrent sans reculer d'un pas, virent disparaître leurs derniers restes ; et – monument de cette défaite suprême – le voyageur qui suit pas à pas la civilisation, cette grande déesse qui, pareille au soleil, marche d'orient en occident, le voyageur peut voir encore aujourd'hui blanchir, au pied de la montagne *Acegua*, les ossements des derniers *Charruas*.

Cet autre Marius, vainqueur de ces autres Teutons, c'était le *commandant de la campagne*, Jorge Pacheco, père du général Pacheco y Obes, en instance aujourd'hui, au nom des Montevidéens, près du gouvernement français.

Mais les sauvages détruits léguaient au commandant Pacheco des ennemis bien plus tenaces, bien plus dangereux, et surtout bien plus inexterminables que les Indiens, attendu que ceux-là étaient soutenus, non par une croyance religieuses qui allait chaque jour s'affaiblissant, mais, au contraire, par un intérêt matériel qui allait chaque jour s'augmentant. Ces ennemis, c'étaient les contrebandiers du Brésil.

Le système prohibitif était la base du commerce espagnol. C'était donc une guerre acharnée entre le commandant de la campagne et les contrebandiers, qui, tantôt par ruse, tantôt par force, essayaient d'introduire, sur le territoire montevidéen, leurs étoffes et leur tabac.

La lutte fut longue, acharnée, mortelle. Don Jorge Pacheco, homme d'une force herculéenne, d'une taille gigantesque, d'une surveillance inouïe, en était enfin arrivé, il l'espérait du moins, non pas à anéantir les contrebandiers, comme il avait fait des *Charruas*, c'était chose impossible, mais à les éloigner de la ville, lorsque tout à coup ils reparurent, plus hardis, plus actifs et mieux ralliés que jamais à l'entour d'une volonté unique, aussi puissante, aussi courageuse, et surtout aussi intelligente que pouvait être celle du commandant Pacheco.

Le commandant de la campagne lança ses espions par les plaines et s'informa des causes de cette recrudescence d'hostilité.

Tous revinrent avec un même nom à la bouche : Artigas !

C'était un jeune homme de vingt à vingt-cinq ans, brave comme un vieil Espagnol, subtil comme un *Charrua*, alerte comme un *Gaúcho*. Il avait des trois races, sinon dans le sang, du moins dans l'esprit.

Ce fut alors une lutte admirable de ruse et de force entre le vieux commandant de la campagne et le jeune contrebandier. Mais l'un était jeune et croissant en force, l'autre était, non pas vieux, peut-être, mais lassé. Pendant quatre ou cinq ans, il poursuivit Artigas, le battant partout où il le rencontrait ; mais Artigas battu n'était point pris et reparaisait le lendemain. L'homme de la ville se fatigua le premier de la lutte, et, comme un de ces anciens Romains qui sacrifiaient leur orgueil au bien du pays, Pacheco alla proposer au gouvernement espagnol de résigner ses pouvoirs, à la condition qu'on ferait à sa place Artigas chef de la campagne, Artigas pouvant seul mettre fin à l'œuvre que lui ne pouvait accomplir, c'est-à-dire à l'extermination des contrebandiers.

Le gouvernement accepta ; et, comme ces bandits romains qui font leur soumission au pape et qui se promènent vénérés dans les villes dont ils ont été la terreur, Artigas fit son entrée triomphale à Montevideo, et reprit l'œuvre d'extermination au point où elle s'était échappée des mains de son prédécesseur.

Au bout d'un an, la contrebande était, sinon anéantie, du moins disparue.

Cela se passait vers 1782 ou 1783. Artigas avait alors vingt-sept ou vingt-huit ans ; il en a aujourd'hui quatre-vingt-treize, et, quoiqu'on ait annoncé sa mort, il vit encore dans une petite quinta du président du Paraguay.

C'était un jeune homme beau, brave et fort, et qui représentait une des trois puissances qui régnèrent tour à tour sur Montevideo.

Don Jorge Pacheco était le type de la valeur chevaleresque du vieux monde, cette valeur chevaleresque qui a traversé les mers



avec Colomb, Pizarre et Vasco de Gama.

Artigas était l'homme de la campagne ; il pouvait représenter ce qu'on appelait là-bas le parti national, placé entre les Portugais et les Espagnols, c'est-à-dire entre les étrangers à la terre américaine, restés Portugais et Espagnols par leur séjour dans des villes où tout rappelait les mœurs espagnoles et portugaises.

Puis restait un troisième type et même une troisième puissance dont il faut bien que nous parlions, et qui est à la fois le fléau de l'homme des villes et de l'homme de la campagne.

Ce troisième type, c'est le *Gaücho*.

En France, nous appelons *Gaücho* tout ce qui vit dans ces vastes plaines, ces immenses steppes, dans ces pampas infinies, qui s'étendent du bord de la mer au versant oriental des Andes : nous nous trompons. Le capitaine Head, de la marine anglaise, mit le premier en vogue cette erreur de confondre le *Gaücho* avec l'habitant de la campagne, qui repousse non-seulement la similitude, mais encore la comparaison.

Le *Gaücho* est le bohémien du nouveau monde. Sans biens, sans maison, sans famille, il a pour tout bien son *poncho*, son cheval, son couteau, son *laso* et ses *bolas*. Son couteau, c'est son arme ; son *laso* et ses *bolas*, c'est son industrie.

Artigas demeura donc commandant de la campagne, à la grande satisfaction de tout le monde, à l'exception des contrebandiers ; et il se trouvait encore chargé de cette importante fonction lorsqu'éclata la révolution de 1810, révolution qui avait pour but, et qui eut en effet pour résultat, d'anéantir la domination espagnole dans le Nouveau-Monde.

Elle comença, en 1810, à Buénos-Ayres, et s'acheva en Bolivie, à la bataille d'Ayacucho, en 1824.

Le général en chef des forces indépendantes était alors le général Antonio Jose de Sucre. Il avait 5,000 hommes sous ses ordres.

Le général en chef des troupes espagnoles était Jose de Laserna, le dernier vice-roi du Pérou. Il commandait à 11,000 hommes.

Les patriotes n'avaient qu'un seul canon ; ils étaient un contre deux, pas même, comme on voit par les chiffres que nous venons de poser. Ils manquaient de munitions et de provisions de bouche, de poudre et de pain : on n'avait qu'à attendre, ils se rendaient ; on attaqua, ils vainquirent.

Ce fut le général patriote Alejo Cordova qui commença la bataille ; il commandait à quinze cents hommes.

— En avant ! cria-t-il en mettant son chapeau au bout de son épée.

— Au pas accéléré, ou au pas ordinaire ? demanda-t-on.

— Au pas de la victoire ! répondit-il.

Le soir, l'armée espagnole tout entière avait capitulé et se trouvait prisonnière de ceux que le matin elle tenait prisonniers.

Artigas, un des premiers, avait salué la révolution comme une libératrice ; il s'était mis à la tête du mouvement dans la campagne, et alors, il était venu offrir à Pacheco de résigner entre ses mains le commandement, comme autrefois Pacheco avait fait pour lui.

Cet échange allait peut-être s'opérer, lorsque Pacheco fut surpris dans sa maison de *casa blanca*, sur l'Uruguay, par des marins espagnols.

Artigas n'en continua pas moins son œuvre de délivrance. En peu de temps il chassa les Espagnols de toute cette campagne dont il s'était fait roi, et les réduisit à la seule ville de Montevideo. Alors Montevideo pouvait présenter une sérieuse résistance, car elle était la seconde ville fortifiée d'Amérique : la première était San-Juan-d'Ulloa.

À Montevideo s'étaient réfugiés tous les partisans des Espagnols, appuyés d'une armée de quatre mille hommes. Artigas, soutenu de son côté par l'alliance de Buénos-Ayres, mit le siège devant la ville.

Mais une armée portugaise vint en aide aux Espagnols, et débloqua Montevideo.

En 1812, nouveau siège de Montevideo. Le général Rondeau

pour Buénos-Ayres et Artigas pour les Montevidéens ont réuni leurs forces, et son revenus envelopper la ville.

Le siège dura vingt-trois mois ; puis enfin une capitulation livra la capitale de la future République orientale aux assiégeants, commandés alors par le général en chef Alvear.

Comment ce général en chef était-il Alvear et non Artigas ? nous allons le dire.

C'est qu'au bout de vingt mois de siège, et après trois ans de contact entre les hommes de Buénos-Ayres et de Montevideo, les dissemblances d'habitudes, de mœurs, je dirai presque de races, qui avaient été d'abord de simples causes de dissentiments, étaient peu à peu devenues des motifs de haine.

Artigas, comme Achille, s'était donc retiré sous sa tente, ou plutôt, emportant sa tente avec lui, il avait disparu dans ces profondeurs de la plaine si bien connues à sa jeunesse du temps qu'il faisait le métier de contrebandier.

Le général Alvear l'avait remplacé, et se trouvait, lors de la reddition de Montevideo, général en chef des *Porteños*.

C'est ainsi qu'on appelle dans le pays les hommes de Buénos-Ayres, tandis que, par opposition, on appelle les Montevidéens des Orientaux.

Tâchons de faire comprendre ici les différences nombreuses qui existent entre les *Porteños* et les Orientaux, c'est-à-dire entre les hommes de Buénos-Ayres et ceux de Montevideo.

L'homme de Buénos-Ayres, fixé dans le pays depuis trois cents ans dans la personne de son aïeul, a perdu, dès la fin du premier siècle, toutes les traditions de la mère patrie, c'est-à-dire de l'Espagne ; ses intérêts ressortant du sol, sa vie s'y est attachée : les habitants de Buénos-Ayres sont presque aussi Américains aujourd'hui que l'étaient autrefois les Indiens qu'ils ont chassés du pays qu'ils occupent.

L'homme de Montevideo, au contraire, fixé depuis un siècle à peine dans le pays, toujours dans la personne de son aïeul, bien entendu, l'homme de Montevideo n'a pas eu le temps d'oublier

qu'il est fils, petit-fils ou arrière-petit-fils d'Espagnol ; il a le sentiment de sa nationalité nouvelle, mais sans avoir oublié les traditions de la vieille Europe, à laquelle il tend par la civilisation, tandis que l'homme de la campagne de Buénos-Ayres s'en éloigne tous les jours, pour rentrer vers la barbarie.

Le pays, non plus, n'est pas sans influence sur ce mouvement rétrograde d'un côté, progressif de l'autre.

La population de Buénos-Ayres, répandue sur des landes immenses, avec des habitations très-éloignées les unes des autres, dans un pays dépourvu d'eau, manquant de bois, triste d'aspect, habitant des chaumières mal construites, puise dans cet isolement, dans ces privations, dans ces distances, un caractère sombre, insociable, querelleur ; ses tendances remontent vers l'Indien sauvage des frontières du pays, avec lequel elle fait commerce de plumes d'autruche, de manteaux pour le cheval et de bois de lances, toutes choses qu'ils apportent du pays où la civilisation n'a point pénétré, de contrées inconnues des Européens, et qu'ils échangent contre de l'eau-de-vie et du tabac, qu'ils remportent vers ces grandes plaines des Pampas dont ils ont pris le nom, ou auxquelles peut-être ils ont donné le leur.

La population de Montevideo, tout au contraire, occupe un beau pays, qu'arrosent des ruisseaux, que coupent des vallées. Elle n'a point de grands bois ; elle ne possède pas de vastes forêts comme l'Amérique du Nord, c'est vrai ; mais au fond de chacune de ces vallées que nous venons de dire, elle a des ruisseaux ombragés par le *Quebracho* à l'écorce de fer, par l'*Ubajaé* au fruit d'or, par le *Sauce* aux riches rameaux. En outre, elle est bien logée, bien nourrie ; ses maisons, villas, fermes ou métairies sont rapprochées les unes des autres, et son caractère ouvert et hospitalier est enclin à cette civilisation dont le voisinage de la mer lui apporte incessamment le parfum sur les ailes du vent qui vient d'Europe.

Pour le Gaucho de Buénos-Ayres, le type de la perfection est l'Indien à cheval.

Pour l'homme de la campagne de Montevideo, le type de la perfection, c'est l'Européen sanglé dans son habit, ficelé dans sa cravate, emprisonné entre ses dessous-de-pieds et ses bretelles.

L'homme de Buénos-Ayres a la prétention d'être le premier de l'Amérique en élégance. Il s'échauffe et s'apaise facilement ; il a plus d'imagination que son rival. Les premiers poètes que l'Amérique a connus sont nés à Buénos-Ayres. Varela et Lafinur, Dominguez et Marmol sont des poètes *Porteños*.

L'homme de Montevideo est moins poétique, mais plus calme, plus ferme dans ses résolutions, dans ses projets ; si son rival a la prétention d'être le premier en élégance, il a, lui, celle d'être le premier en courage. Parmi ses poètes, on trouve les noms d'Hidalgo, de Berro, de Figueroa, de Juan-Carlos Gomez.

De leur côté, les femmes de Buénos-Ayres ont la prétention d'être les plus belles femmes de l'Amérique méridionale, depuis le détroit de Lemaire jusqu'à la rivière des Amazones. Voulez-vous savoir les noms de celles qui réclament le sceptre de la beauté de l'autre côté de l'Atlantique, insoucieuses Parisiennes, qui ne vous doutez pas qu'une femme puisse être belle au-delà de la barrière de Versailles ou de Fontainebleau ? Eh bien ! ce sont, pour Buénos-Ayres, les signoras Agustina Rosas, Pepa Lavalle et Martina Linche.

Peut-être, en effet, le visage des femmes de Montevideo est-il moins éclatant que celui de leurs voisines ; mais leurs formes sont merveilleuses, mais leurs pieds, leurs mains et leurs tournures semblent être empruntées directement à Séville ou à Grenade ; puis il y a cette variété qui, pour beaucoup, l'emporte sur la perfection, et Montevideo, la ville européenne, vous montrera avec orgueil Matilde Stewart, Nazarea Rucker et Clémentina Batlle, c'est-à-dire trois types ou plutôt trois modèles de race : race écossaise, race allemande, race catalane.

Ainsi, entre les deux pays :

Rivalité de courage et d'élégance pour les hommes ;

Rivalité de beauté, de grâce et de tournure pour les femmes ;

Rivalité de talents pour les poètes, ces hermaphrodites de la société, irritables comme des hommes, capricieux comme des femmes, et, avec tout cela, naïfs parfois comme des enfants.

Il y avait, comme on voit, dans tout ce que nous venons de dire, des causes suffisantes de rupture entre Artigas et Alvear, entre les hommes de Montevideo et ceux de Buénos-Ayres.

Ce fut donc non-seulement une séparation, mais une haine ; non-seulement une haine, mais une guerre.

Tous les éléments d'antipathie furent soulevés contre les hommes de Buénos-Ayres par l'ancien chef de contrebandiers. Peu lui importa désormais les moyens, pourvu qu'il arrivât à son but, et son but était de chasser du pays les *Porteños*.

Ce fut alors que Artigas, réunissant tout ce que le pays lui offrait de ressources, se mit à la tête de ces bohémiens de l'Amérique que l'on appelle les *Gauchos*.

C'était la guerre sainte, en quelque sorte, que faisait Artigas : aussi rien ne put-il lui résister, ni l'armée de Buénos-Ayres, ni le parti espagnol, qui comprenait que la rentrée d'Artigas à Montevideo, c'était la substitution de la force brutale à l'intelligence.

Ceux qui avaient prévu ce retour à la barbarie ne s'étaient pas trompés. Pour la première fois, des hommes vagabonds, incivilisés, sans organisation, se voyaient réunis en corps d'armée et avaient un général. Ainsi, avec Artigas dictateur commence une période qui a quelque analogie avec le sans-culottisme de 93. Montevideo va voir passer le règne de l'homme aux pieds nus, aux *casosillos* flottants, à la *chiripa* écossaise, au *poncho* déchiré recouvrant tout cela, et au chapeau posé sur l'oreille et assuré par le *barbijo*.

Alors, Montevideo devint témoin de scènes inouïes, grotesques, quelquefois terribles. Souvent les premières classes de la société sont réduites à l'impuissance d'action. Artigas, moins la cruauté et plus le courage, devint alors ce que Rosas est maintenant.

Si désastreux qu'il fût, ce dictariat d'Artigas eut cependant

son côté brillant et national. Ce côté, ce fut la lutte de Montevideo contre Buéno-Ayres, qu'Artigas battit sans cesse et dont il finit par repousser entièrement l'influence, et sa résistance opiniâtre à l'armée portugaise qui envahit le pays en 1815.

Le prétexte de cette invasion fut les désordres de l'administration d'Artigas et la nécessité de sauver les peuples voisins de désordres pareils que pouvait faire naître en eux la contagion de l'exemple. Ces mêmes désordres avaient, au sein du pays même, doublé l'opposition que faisait le parti de la civilisation. Les classes élevées, surtout, appelaient de tous leurs vœux une victoire qui substituât la domination portugaise à cette domination nationale qui entraînait avec elle la licence et la brutale tyrannie de la force matérielle. Cependant, malgré cette sourde conspiration à l'intérieur, malgré les attaques des Portugais et des Porteños, Artigas résista quatre ans, donna trois batailles rangées à l'armée ennemie, et, vaincu enfin, ou plutôt écrasé en détail, se retira dans l'Entre-Rios, c'est-à-dire de l'autre côté de l'Uruguay. Là, tout fugitif qu'il était, Artigas représentait encore, sinon par ses forces, du moins par son nom, une puissance redoutable, lorsque Ramirez, son lieutenant, se révolta, souleva contre lui les trois quarts des hommes qui lui restaient, le battit de façon à lui ôter tout espoir de reconquérir sa position perdue, et le força de sortir de ce pays où, comme Antée, il semblait reprendre des forces chaque fois qu'il touchait la terre.

Ce fut alors que, pareil à une de ces trombes qui s'évaporent après avoir laissé la désolation et les ruines sur son passage, Artigas disparut et s'enfonça dans le Paraguay, où l'un de nos amis nous assure l'avoir vu il y a deux ans encore, âgé, comme nous l'avons dit, de 93 à 94 ans, jouissant de toutes ses facultés intellectuelles et presque de toutes ses forces.

Artigas vaincu, rien ne fit plus obstacle à la domination portugaise. Elle s'établit dans le pays, et le baron *da Laguna*, Français d'origine, fut son représentant jusqu'en 1825. En 1825, Montevideo, comme toutes les possessions portugaises d'Amé-

rique, fut cédé au Brésil.

Montevideo était donc occupé par une armée de 8,000 hommes, et tout semblait assurer sa possession à l'empereur, lorsqu'un Oriental, c'est ainsi, on se le rappelle, que l'on nomme les Montevidéens, lorsqu'un Oriental qui, proscrit, habitait Buénos-Ayres, réunit trente-deux compagnons, proscrits comme lui, et décida avec eux qu'ils rendraient la liberté à la patrie ou qu'ils mourraient.

Cette poignée de patriotes s'embarqua sur deux canots, et mit pied à terre à l'Arenal-Grande.

Le chef qui les commandait avait nom Juan Antonio Lavalleja.

Au reste, Lavalleja avait d'avance noué des intelligences avec un propriétaire du pays, qui devait, à peine débarqué, lui tenir des chevaux prêts. Aussi à peine eut-il pris terre qu'il envoya un message à cet homme ; mais celui-ci fit répondre que tout était découvert, que les chevaux avaient été enlevés, et que, s'il avait un conseil à donner à Lavalleja et à ses compagnons, c'était de se rembarquer et de regagner au plus tôt Buénos-Ayres.

Mais Lavalleja répondit qu'il était parti dans l'intention d'aller en avant, et non de retourner en arrière. En conséquence, il donna l'ordre aux rameurs de regagner sans lui Buénos-Ayres, et, le 19 avril, il reprit possession, lui et ses trente hommes, au nom de la liberté, du territoire de Montevideo.

Le lendemain, la petite troupe, qui avait fait une razzia de chevaux, razzia à laquelle au reste la plupart des propriétaires avaient prêté leur concours, le lendemain, la petite troupe, déjà en marche sur la capitale, fut rencontrée par un détachement de deux cents cavaliers. Parmi ces deux cents cavaliers, quarante étaient Brésiliens et cent soixante Orientaux.

Cette troupe était commandée par un ancien frère d'armes de Lavalleja, le colonel Julien Laguna. Lavalleja pouvait éviter le combat ; mais tout au contraire il marcha droit aux deux cents cavaliers ; seulement, avant que d'en venir aux mains, Lavalleja



demanda une entrevue à Laguna.

— Que voulez-vous, et que venez-vous faire dans le pays ? demanda Laguna.

— Je viens délivrer Montevideo de la domination étrangère, répondit Lavallega. Si vous êtes pour moi, venez avec moi. Si vous êtes contre moi, rendez-moi vos armes, ou préparez-vous à combattre.

— Je ne sais pas ce que veut dire ce mot rendre ses armes, répondit Laguna, et j'espère que personne ne me l'apprendra jamais.

— Alors, allez vous mettre à la tête de vos hommes, et voyons pour quelle cause Dieu sera.

— J'y vais, répondit Laguna.

Et il partit au galop pour rejoindre ses soldats.

Mais au même moment Lavallega déploya le drapeau aux couleurs nationales, bleu, blanc et rouge comme le nôtre, et aussitôt les cent soixante Orientaux passèrent de son côté.

Les Brésiliens furent faits prisonniers.

La marche de Lavallega sur Montevideo devint dès lors une marche triomphale, dont le résultat fut que la République orientale, proclamée par la volonté et l'enthousiasme de tout un peuple, prit rang parmi les nations.

Pendant ce temps grandissait un nom qui devait un jour être la terreur de la fédération argentine.

Peu de temps après la révolution de 1810, un jeune homme de quinze à seize ans sortait de Buénos-Ayres, abandonnant la ville et gagnant la campagne ; il avait le visage troublé et le pas rapide. Ce jeune homme s'appelait Juan Manuel Rosas.

Pourquoi lui, presque enfant encore, abandonnait-il la maison paternelle ? Pourquoi, homme de la ville, allait-il demander un asile à la campagne ? C'est que lui, qui devait un jour souffleter la patrie, venait de souffleter sa mère, et que la malédiction paternelle le poussait loin de la maison qui l'avait vu naître.

Cet événement, sans importance d'ailleurs, se perdit bientôt

dans le bruit des événements plus sérieux qui s'accomplissaient, et tandis que tous les anciens compagnons du fugitif se réunissaient sous l'étendard de l'indépendance pour combattre la domination espagnole, lui se perdait dans les pampas, se donnait à la vie du Gaucho, adoptait son costume et ses mœurs, devenait un des meilleurs cavaliers et un des hommes les plus habiles de ces immenses plaines dans le maniement du *laso* et de la *bola*, de sorte qu'en le voyant si adroit à ces exercices sauvages, celui qui ne l'eût pas connu l'eût pris non plus pour un homme de la ville, mais pour un homme de la campagne ; non pour un *pueblero* fugitif, mais pour un véritable Gaucho.

Rosas entra d'abord comme *péon* dans une estancia ; puis il devint *capatas*, puis *mayordomo*. Dans cette dernière qualité, il régissait les propriétés de la puissante famille Anchorena : c'est de là que commence à dater sa fortune, comme propriétaire.

Comme notre intention est de faire connaître Rosas sous tous ses aspects, disons, au milieu des événements qui s'accomplissent, quelle était la situation de son esprit.

Rosas s'était trouvé à Buéno-Ayres pendant les prodiges enfantés par la révolution contre l'Espagne. Alors celui qui avait le courage cherchait la célébrité sur les champs de bataille ; celui qui avait le talent et l'instruction la cherchait dans les conseils. Rosas était ambitieux de la célébrité ; mais à quelle célébrité pouvait-il atteindre, quelle renommée pouvait-il acquérir, lui qui n'avait ni la bravoure du champ de bataille, ni les lumières du conseil ? À chaque instant, il entendait résonner quelque glorieux nom à ses oreilles : c'étaient, comme ministres, les noms de Rivadavia, de Pasos, d'Agüero ; c'étaient, comme guerriers, les noms de San Martin, de Balcarce, de Rodriguez et de Las Heras. Et tous ces noms dont le bruit, venant de la ville, allaient éveiller l'écho des solitudes, tous ces noms éveillaient en même temps sa haine contre cette ville qui avait des triomphes pour tous, excepté pour lui.

Mais déjà à cette époque Rosas rêvait l'avenir et le préparait.

Errant dans les pampas, confondu avec les Gauchos, il se faisait le compagnon de misère du pauvre, flattant les préjugés de l'homme de la campagne, l'excitant contre l'homme des villes, lui révélant sa force, lui démontrant la supériorité du nombre et tâchant de lui faire comprendre que, dès qu'elle le voudrait, la campagne, à son tour, serait maîtresse de la ville, qui si longtemps avait été sa reine.

Cependant les années s'écourent, et l'on arrive à 1820. C'est alors que Rosas commence à apparaître, appuyé sur l'influence qu'il a conquise sur l'habitant des plaines.

La milice de Buénos-Ayres s'insurge contre le gouverneur Rodriguez. Alors un régiment des milices de la campagne, – les colorados de las Conchas (*les rouges des Conchas*) entrent dans la ville le 5 octobre 1820, ayant à leur tête un colonel à qui Buénos-Ayres est connu, et qui est connu à Buénos-Ayres ; ce colonel, c'est Rosas.

Le lendemain, les milices de la campagne et les milices de la ville en vinrent aux mains ; seulement, ce jour-là, le colonel n'était plus à la tête de son régiment.

Un violent mal de dents, qui guérit aussitôt le combat fini, l'éloignait, à son grand regret, sans doute, de la mêlée.

Cette entrée à Buénos-Ayres fut le seul exploit guerrier que compte Rosas dans toute sa vie politique.

Les insurgés de la ville furent vaincus.

C'est alors que Rivadavia, nommé ministre de l'intérieur, se place à la tête des affaires.

Rivadavia était un de ces hommes de génie comme il en apparaît, pendant les jours de tourmente, à la surface des révolutions. Longtemps il avait voyagé en Europe ; il possédait une instruction universelle, et était animé du plus ardent et surtout du plus pur patriotisme. Seulement, la vue de cette civilisation européenne, qu'il avait étudiée à Paris et à Londres, lui avait faussé l'esprit à l'endroit de son application sur un peuple qui ne marchait point au même pas que nous ; il voulut hâter la marche du

temps, faire pour l'Amérique ce que Pierre I<sup>er</sup> avait voulu faire pour la Russie ; mais n'ayant pas les mêmes moyens, où Pierre réussit, il échoua.

Peut-être, au reste, avec un peu de dissimulation, Rivadavia eût-il réussi ; mais il blessa les hommes dans leurs habitudes : certaines habitudes sont une nationalité. Il railla le costume américain, manifesta sa répugnance pour la *chaquela*, son mépris pour la *chiripa*, la veste et la jupe de l'homme de la campagne, et comme, en même temps, il ne cachait point sa préférence pour l'habit et la redingote, il se dépopularisa peu à peu, et sentit le pouvoir lui échapper par les soupapes inférieures.

Et cependant que de choses ne donne-t-il pas au pays en échange de ces deux vêtements qu'il veut lui ôter ? Son administration est la plus prospère que Buénos-Ayres ait jamais eue. Il fonde des universités, il établit des lycées, il introduit l'enseignement mutuel dans les écoles. Sous son administration, des savants son appelés d'Europe ; les arts son protégés et se développent ; enfin, Buénos-Ayres est appelée, dans la terre de Colomb, l'Athènes de l'Amérique du Sud.

La guerre du Brésil survint en 1826. Pour soutenir cette guerre toute nationale, Buénos-Ayres fit des efforts gigantesques, épuisa ses finances, et, par cet épuisement, affaiblit les ressorts de l'administration.

Les finances épuisées, les ressorts du gouvernement affaiblis, les révolutions commencèrent.

Nous l'avons dit, à Buénos-Ayres comme à Montevideo, les campagnes et la ville étaient rarement en harmonie d'opinions, n'étant pas en harmonie d'intérêts.

Buénos-Ayres fit une révolution.

Aussitôt la campagne se leva en masse, se porta sur Buénos-Ayres, envahit la ville, et fit son chef à elle, chef du gouvernement. Ce chef, c'était Rosas.

En 1830, Rosas est élu gouverneur par l'influence de la campagne, et malgré l'opposition de la ville.

Arrivé à ce poste éminent, Rosas essaie de se réconcilier avec la civilisation. Il semble oublier les mœurs sauvages adoptées par lui jusque là. Le Gaucho cherche à devenir l'homme de la ville, le serpent veut changer de peau. Mais la ville résiste à ses avances, mais la civilisation refuse de gracier le traître qui a passé dans le camp de la barbarie. Rosas se montre-t-il habillé en uniforme militaire, les hommes d'épée se demandent tout bas sur quel champ de bataille Rosas a conquis ses épauettes. Parle-t-il dans une réunion, l'homme de lettres demande à l'homme de goût où Rosas a pris un pareil style. Apparaît-il dans une *tertulia*, les femmes se le montrent du doigt en disant : « Voilà le Gaucho travesti. » Et tout cela, qui l'attaque par derrière et de côté, lui revient en face avec la morsure poignante de l'épigramme anonyme pour laquelle les Porteños sont si renommés.

Les trois années de son gouvernement se passèrent dans cette lutte, mortelle à son orgueil, si bien que, lorsqu'il résigna la pouvoir et descendit l'escalier du palais, l'âme navrée de haine, le cœur trempé de fiel, comprenant que désormais il n'y avait plus pour lui, avec la ville, d'alliance possible, alors il s'en alla retrouver ses fidèles Gauchos, ses Estancias, dont il était le seigneur, cette campagne dont il était le roi ; mais tout cela avec l'intention de rentrer un jour à Buénos-Ayres en dictateur, comme Sylla était rentré dans Rome l'épée d'une main, la torche de l'autre.

Pour arriver à ce but, voilà ce qu'il fit : il demanda au gouvernement de lui donner un commandement dans l'armée qui marchait contre les Indiens sauvages. Le gouvernement, qui le redoutait, crut l'éloigner en lui accordant cette faveur. Il lui donna toutes les troupes dont il pouvait disposer, oubliant qu'il s'affaiblissait en donnant des forces à Rosas.

Rosas, une fois à la tête de l'armée, suscita une révolution à Buénos-Ayres, se fit appeler au pouvoir, ne l'accepta qu'avec les conditions qu'il pouvait imposer, puisqu'il tenait la force armée du pays, et rentra dans Buénos-Ayres avec la dictature la plus

absolue que l'on eût jamais connue, c'est-à-dire avec *toda la suma del poder publico* ; avec toute l'étendue du pouvoir public.

Le gouverneur qu'il fit tomber ou plutôt qu'il précipita était le général Juan Ramon Balcarce, un des hommes qui avaient le plus fait dans la guerre de l'indépendance, un des chefs du parti fédéral dont Rosas se proclamait le soutien. Balcarce était un noble cœur ; sa croyance à la patrie était une religion. Il avait cru dans Rosas, et avait beaucoup fait pour son élévation : Balcarce fut le premier que sacrifia Rosas ; Balcarce mourut proscrit, et lorsque son cadavre, protégé par la mort, repassa la frontière, Rosas refusa à la famille la permission de rendre à Balcarce non pas des honneurs publics dus à un gouverneur, mais les simples devoirs funèbres que l'on rendrait à un citoyen.

C'est dont à dater de 1833 que commence le véritable pouvoir de Rosas. Son premier gouvernement n'avait pas mis au jour ses instincts de cruauté qui lui ont fait depuis une célébrité de sang. Cette période, que nous avons vu accomplir, n'est marquée que par la fusillade du major Montero et des prisonniers de Saint-Nicolas. Cependant n'oublions pas que c'est à cette époque que correspondent plusieurs morts sombres et inattendues, de ces morts dont l'histoire inscrit, à tout hasard, la date en lettres rouges sur le livre des nations.

Ainsi disparaissent deux chefs de la campagne dont l'influence pouvait faire ombrage à Rosas. Ainsi à cette date remontent les morts d'Arbolito et de Molina. Quelque chose de pareil arriva, ce nous semble, aux deux consuls qui avaient accompagné Octave à la bataille d'Actium.

Peignons tout de suite Rosas, qui ne nous apparaît encore que comme dictateur, et qui cependant n'est qu'au seuil du pouvoir, qu'il ne quittera plus.

Vers 1833, Rosas a trente-cinq ans ; il a l'aspect européen, les cheveux blonds, le teint blanc, les yeux bleus, les favoris coupés à la hauteur de la bouche ; point de barbe ni aux moustaches ni au menton. Son regard serait beau si on pouvait le juger, mais

Rosas s'est habitué à ne regarder en face ni ses amis ni ses ennemis, parce qu'il sait que, dans ses amis, il a presque toujours un ennemi déguisé. Sa voix est douce, et quand il a besoin de plaire, sa conversation ne manque pas d'attraits. Sa réputation de lâcheté est proverbiale, sa renommée de ruse est universelle. Il aime les mystifications : c'était sa grande occupation avant qu'il s'occupât d'affaires sérieuses ; depuis, ce n'est plus qu'une distraction.

Ses mystifications étaient brutales comme sa nature, qui allie la ruse à la brutalité. Citons un ou deux exemples.

Un soir qu'il devait souper en tête à tête avec un de ses amis, il cacha le vin destiné au souper, et laissa seulement dans le buffet une bouteille de cette fameuse médecine Leroy, à la célébrité de laquelle il ne manque que d'avoir été inventée du temps de Molière. L'ami trouva la bouteille, y goûta, lui trouva un goût assez agréable, et la vida tout en soupant. Rosas ne but lui que de l'eau, et partit pour son estancia après le souper.

Pendant la nuit, l'ami pensa crever ; Rosas rit beaucoup. Si l'ami était mort, Rosas eût sans doute ri davantage.

Quand il recevait quelque *pueblero* dans une de ses estancias à lui, il se plaisait à lui faire monter les chevaux les plus mal dressés ; et sa joie était d'autant plus grande que la chute du cavalier était plus dangereuse.

Au gouvernement il est toujours entouré de fous et de paillasses, et au milieu des affaires les plus sérieuses il garde ce singulier entourage. Quand il assiégea Buénos-Ayres, en 1829, il avait près de lui quatre de ces pauvres diables ; il en avait fait des moines, dont il s'était, de son autorité privée, constitué le prier. Il les appelait *fray* Bigüa, *fray* Chajà, *fray* Lechuza et *fray* Biscacha. Outre les paillasses et les bouffons, Rosas aimait fort aussi les confitures ; il en avait toujours de toutes les espèces dans sa tente. Les confitures n'étaient pas non plus détestées des moines, et de temps en temps il en disparaissait quelques pots ; alors Rosas appelait frère Bigüa, frère Chajà, frère Lechuza et frère Biscacha en confession. Les moines savaient ce qu'il leur en coû-

terait de mentir ; le coupable avouait donc.

À l'instant même le coupable était dépouillé de ses habits et fustigé par ses trois compagnons.

Tout le monde connaît à Buénos-Ayres son mulâtre Eusebio, et cela d'autant mieux qu'un jour de réception publique, Rosas eut l'idée de faire pour lui ce que M<sup>me</sup> Dubarry faisait à Lucienne de son nègre Zamore. Eusebio, vêtu de l'habit du gouverneur, reçut les hommages des autorités au lieu et place de son maître.

Nous le redisons donc, Eusebio doit être connu à Buénos-Ayres.

Eh bien ! un jour il prit envie à Rosas de faire *une farce* au pauvre mulâtre, farce terrible comme celles qu'invente Rosas. Il feignit qu'on venait de découvrir une conspiration dont Eusebio était le chef ; il ne s'agissait de rien moins que de le poignarder. Eusebio fut arrêté malgré ses protestations de dévouement. Rosas avait des juges à lui ; ils ne s'inquiétèrent pas : Rosas accusait, ils jugèrent et condamnèrent le pauvre Eusebio à la peine de mort.

Eusebio subit tous les apprêts du supplice, se confessa, fut conduit sur le lieu de l'exécution, y trouva le bourreau et ses aides ; puis, tout-à-coup, comme d'une trappe anglaise, sortit Rosas, qui annonça à Eusebio que sa fille Manuelita étant devenue amoureuse de lui et voulant l'épouser, il lui faisait grâce.

Inutile de dire qu'Eusebio, tout en ne mourant pas du supplice, faillit mourir de peur.

Nous avons prononcé le nom de Manuelita ; nous avons dit que c'était la fille de Rosas ; disons à nos lecteurs français, à qui il est permis de l'ignorer, ce que c'est, comme femme, que Manuelita.

Manuelita doit avoir aujourd'hui vingt-huit ou trente ans ; ce n'est pas une belle femme, c'est mieux peut-être : c'est une charmante personne, d'une figure distinguée, d'un tact profond, coquette comme une Européenne, très-préoccupée surtout de l'effet qu'elle produit sur les étrangers.

Manuelita a été fort calomniée. C'était chose toute naturelle :



elle était fille de Rosas. On l'accusa d'avoir hérité des instincts cruels de son père, et d'avoir, comme ces filles d'empereurs romains, oublié l'amour filial dans un amour plus tendre et moins chrétien.

Il n'est rien de tout ceci. Manuelita est restée fille pour deux raisons : d'abord, parce que Rosas sent parfois le besoin d'être aimé, et qu'il sait que le seul amour sur lequel il puisse compter, c'est l'amour de sa fille ; Manuelita est restée fille, parce qu'aucune grande famille de Buénos-Ayres n'a tenté de s'allier au dictateur ; Manuelita est restée fille, enfin, parce que, dans ses rêves de royauté, Rosas voit au fond de l'avenir briller pour Manuelita quelque alliance plus aristocratique que celles auxquelles il a droit de prétendre en ce moment.

Manuelita n'est pas cruelle ; tout le monde au contraire sait là-bas, excepté ceux qui ne veulent pas le savoir, tout le monde sait que Manuelita est une digue éternelle qui arrête la colère de son père éternellement prête à déborder. Enfant, elle avait un étrange moyen d'obtenir de Rosas les grâces qu'elle demandait : elle mettait le mulâtre Eusebio nu, ou à peu près ; elle le faisait seller et brider comme un cheval ; elle chaussait à ses petits pieds andalous des éperons de Gaucho ; Eusebio se mettait à quatre pattes, Manuelita montait sur son dos, et l'amazone étrange venait faire caracolier son Bucéphale humain devant son père, lequel riait à cette plaisanterie étrange, et, ayant ri, accordait à Manuelita la grâce qu'elle demandait.

Aujourd'hui qu'elle ne peut plus employer ce moyen, qui, d'ailleurs, s'est usé comme toutes les choses de ce monde, aujourd'hui elle est sans cesse occupée à faire près de Rosas l'œuvre d'une sœur de miséricorde. Elle connaît son père mieux que personne ; elle sait les vanités secrètes auxquelles il est accessible. Elle temporise ; elle sollicite ; quelquefois elle obtient ; et si cette intimité qu'on lui reproche était réelle, nous oserions presque dire que son crime est non-seulement excusable aux yeux du Seigneur, mais lui sera peut-être compté comme une

vertu.

C'est Manuelita qui est à la fois la reine et l'esclave du foyer domestique ; elle gouverne la maison, soigne son père, et, chargée de toutes les relations diplomatiques, est le véritable ministre des affaires étrangères de Buénos-Ayres.

En effet, c'est par la *tertullia* de Manuelita, devenue maintenant Manuela, mais à laquelle son père continue de donner son petit nom, que l'agent étranger doit faire son entrée diplomatique chez Rosas. Dans sa *tertullia*, Manuela joue le rôle d'admiratrice enthousiaste de son père ; c'est là qu'elle répète, sans qu'on s'en doute, la leçon qui lui est faite pour le dictateur, et qu'avec sa grâce de jeune femme et le peu d'importance politique qu'on accorde d'habitude à une bouche souriante et à deux beaux yeux, elle enveloppe l'étranger qui arrive dans un réseau d'où, si bon diplomate qu'il soit, il a parfois grand'peine à se débarrasser plus tard.

En somme, de même que Rosas est un être à part, qui ne touche à rien et ne se confond avec personne dans la société, Manuelita est une créature non-seulement étrange au milieu de tous, mais même étrangère à tous, qui passe solitaire en ce monde, loin de l'amour des hommes, hors de la sympathie des femmes.

Hélas ! la pauvre enfant, seule, pourrait dire combien elle est malheureuse, et quelles larmes elle verse lorsque Dieu lui demande compte de ses fautes, et qu'elle demande à Dieu compte de ses douleurs.

Rosas a, en outre, un fils ; ce fils s'appelle Juan, mais il ne compte pour rien dans le système politique de son père. C'est un gros garçon d'une figure commune, plus jeune que Manuelita d'un an ou deux, qui n'est point connu encore, et qui probablement ne le sera jamais, si ce n'est par ses mœurs perdues et ses grossières amours.

## Chapitre deuxième

Une fois arrivé au pouvoir, le grand travail de Rosas fut d'anéantir la fédération.

Lopez, le fondateur de la fédération, tombe malade ; Rosas le fait venir à Buenos-Ayres et le soigne chez lui.

Lopez meurt empoisonné.

Quiroga, le chef de la fédération, échappe à vingt combats plus meurtriers les uns que les autres. Son courage est passé en exemple ; son bonheur en proverbe.

Quiroga meurt assassiné.

Cullen, le conseil de la fédération, devient gouverneur de Santa-Fé. Rosas lui improvise une révolution. Cullen est livré à Rosas par le gouverneur de Santiago.

Cullen meurt fusillé.

Tout ce qu'il y a de marquant dans le parti fédéral a le sort de ce qu'il y avait de marquant en Italie sous les Borgia, et peu à peu Rosas, en employant les mêmes moyens qu'Alexandre VI et son fils César, parvient à régner sur la République argentine, qui, quoique réduite à une parfaite unité, n'en conserve pas moins le titre pompeux de fédération.

Disons quelques mots des hommes que nous venons de nommer, et faisons un instant revivre leurs spectres accusateurs.

Il y a d'ailleurs dans tous ces hommes une saveur de sauvagerie primitive qui mérite d'être rapportée.

Nous avons commencé par le général Lopez. Une seule anecdote fera connaître non-seulement ce chef, mais encore les hommes auxquels il avait affaire.

Lopez était gouverneur de Santa-Fé. Il avait dans l'Entre-Rios un ennemi personnel, le colonel Ovando. Ce dernier, à la suite d'une révolte, fut conduit prisonnier au général Lopez.

Le général déjeunait. Il reçut à merveille Ovando, et l'invita

à s'asseoir à sa table. La conversation s'engagea comme entre deux convives auxquels une égalité de condition eût commandé la plus parfaite et la plus égale courtoisie.

Cependant, vers le milieu du repas, Lopez s'interrompit tout à coup.

— Colonel, dit-il, si je fusse tombé en votre pouvoir comme vous êtes tombé au mien, et cela au moment du repas, qu'eussiez-vous fait ?

— Je vous eusse invité à vous mettre à table comme vous avez fait vous-même.

— Oui, mais après le déjeuner ?

— Je vous eusse fait fusiller.

— Je suis enchanté que ce soit là l'idée qui vous soit venue, car c'est aussi la mienne. Vous serez donc fusillé en vous levant de table.

— Dois-je me lever tout de suite, ou achever de déjeuner ?

— Oh ! achevez, colonel, achevez ; nous ne sommes pas pressés.

On continua donc ; on prit le café et les liqueurs ; puis, café et liqueurs pris :

— Je crois qu'il est temps, dit Ovando.

— Je vous remercie de ne point avoir attendu que je vous le rappelasse, répondit Lopez.

Puis, appelant son planton :

— L'escouade est-elle prête ? demanda-t-il.

— Oui, mon général, répondit le planton.

Alors, se retournant vers Ovando :

— Adieu, colonel, dit-il.

— Oh ! au revoir, répondit celui-ci. On ne vit point longtemps dans des guerres pareilles à celles que nous faisons.

Et saluant Lopez, il sortit. Cinq minutes après, une fusillade retentissant sur le seuil même de la porte de Lopez lui annonçait que le colonel Ovando avait cessé d'exister.

Passons à Quiroga.

Quiroga, lui aussi comme Rosas, était un homme de la campagne. Il avait servi autrefois, comme sergent, dans l'armée de ligne contre les Espagnols. Retiré dans son pays natal, la Rioja, il se mêla aux partis internes, devint maître de son pays, et, une fois arrivé au premier degré de puissance, il se jeta dans la lutte des différentes factions de la République, et, dans cette lutte, se révéla pour la première fois à l'Amérique.

Au bout d'un an, Quiroga était l'épée du parti fédéral. Jamais homme n'a obtenu de pareils résultats par la simple application de la valeur personnelle. Son nom en était arrivé à avoir un prestige qui valait des armées. Sa grande tactique au milieu du combat était d'appeler sur lui la plus forte somme de dangers qu'il pouvait réunir, et lorsque, dans la mêlée, il jetait son cri de guerre, en faisant vibrer dans sa main cette longue lance qui était son arme de prédilection, les plus braves cœurs faisaient alors connaissance avec la crainte.

Quiroga était cruel, ou plutôt féroce. Mais, dans sa férocité, il y avait toujours quelque chose de grand ou de généreux. C'était la férocité du lion, et non celle du tigre.

Ainsi, le Colonel Pringles, un de ses plus grands ennemis, est fait prisonnier et assassiné après avoir été pris. Celui qui l'a assassiné et qui sert sous les ordres de Quiroga se présente à lui, croyant avoir gagné une bonne récompense.

Quiroga lui laisse raconter son crime, et à l'instant même le fait fusiller.

Un autre jour, deux officiers appartenant au parti ennemi sont faits prisonniers par ses gens, qui se souviennent du supplice de leur compagnon, et qui cette fois les lui amènent vivants. Il leur offre d'abandonner leurs drapeaux et de servir sous les siens : l'un refuse, l'autre accepte.

— C'est bien, dit-il à celui qui a accepté. Montons à cheval et allons voir fusiller votre camarade.

Celui-ci, sans faire d'observations, s'empresse d'obéir, cause gaîment tout le long de la route avec Quiroga, dont il se croit déjà

l'aide-de-camp, tandis que le condamné, escorté d'un piquet aux armes chargées, marche tranquillement à la mort.

Arrivé sur le lieu de l'exécution, Quiroga ordonne à l'officier qui a refusé de trahir son parti de se mettre à genoux ; mais, après le commandement : En joue ! il s'arrête.

— Allons, dit-il à celui qui se croyait déjà mort, vous êtes un brave ; prenez le cheval de monsieur et partez.

Et il désignait le cheval du renégat.

— Mais moi ? demanda celui-ci.

— Toi, répondit Quiroga, tu n'as pas besoin de cheval, car tu vas mourir.

Et malgré les supplications de son camarade, si miraculeusement rendu à la vie, il le fait fusiller.

Quiroga ne fut vaincu qu'une fois, et ce fut par le général Paz, le Fabius américain, homme vertueux et pur s'il en fut jamais. Deux fois il détruisit les armées de Quiroga dans les batailles terribles de la Tablada et d'Oncativo. C'était un beau spectacle pour ces jeunes républiques qui sortaient de terre que de voir l'art, la tactique et la stratégie en lutte contre le courage indomptable et la volonté de fer de Quiroga. Mais, le général Paz fait prisonnier à cent pas de son armée par un coup de bolas qui enveloppa les jambes de son cheval, Quiroga fut invincible.

La guerre une fois terminée entre le parti unitaire et le parti fédéral, Quiroga entreprit un voyage dans les provinces de l'intérieur ; mais, en revenant de ce voyage, il fut assailli à Barranca-Iaco par une trentaine d'assassins, qui firent feu sur sa voiture. Quiroga, malade, s'y tenait couché ; une balle qui traversa un des panneaux lui brisa la poitrine. Quoique blessé à mort, il se souleva, et pâle, ensanglanté, ouvrit la portière. En voyant le héros debout, quoique déjà cadavre, les assassins prirent la fuite. Mais Santos-Perez, leur chef, marcha droit à Quiroga, et comme celui-ci était tombé sur son genou et le regardait en face, il l'acheva.

Alors les autres assassins revinrent et achevèrent l'œuvre commencée. Ce furent les frères Reinafé, qui gouvernaient à Cor-

doue, qui dirigeaient cette expédition d'accord avec Rosas. Mais Rosas avait eu le soin de se tenir dans un lointain si éloigné, qu'on ne l'aperçut pas. Il put dès lors prendre le parti de celui qu'il avait fait assassiner et poursuivre ses assassins.

Ils furent arrêtés, jugés et fusillés.

Reste Cullen.

Cullen, né en Espagne, s'était établi dans la ville de Santa-Fé, où il s'était lié avec Lopez, et où il était devenu son ministre et le directeur de sa politique. L'immense influence que Lopez eut sur la République argentine, depuis 1820 jusqu'à sa mort, arrivée en 1833, fit de Cullen un personnage extrêmement important. Lorsqu'au jour du malheur, Rosas, proscrit, émigra à Santa-Fé, il reçut de Cullen toute espèce de services. Mais ces services rendus ne purent faire oublier au futur dictateur que Cullen était un des hommes qui voulaient mettre fin au régime de l'arbitraire dans la République argentine. Cependant il sut cacher son mauvais vouloir sous les apparences de la plus grande amitié envers Cullen.

À la mort de Lopez, Cullen fut nommé gouverneur de Santa-Fé, et se consacra à établir des améliorations dans la province. En même temps, au lieu de se montrer l'ennemi du blocus français, Cullen ne cachait point ses sympathies pour la France, considérant que le pouvoir de celle-ci était un grand appui pour ses idées civilisatrices. Alors Rosas lui suscita une révolution, qu'il appuya publiquement par un concours de troupes. Cullen, vaincu, se réfugia dans la province de Santiago del Estero, que commandait son ami le gouverneur Ibarra. Rosas, qui avait déjà déclaré Cullen *sauvage unitaire*, entama des négociations avec Ibarra, afin qu'on lui livrât la personne de Cullen.

Pendant longtemps ces négociations échouèrent, et Cullen, sur les assurances de son ami Ibarra, qui jurait de ne jamais le livrer, se croyait sauvé, lorsqu'un jour, au moment où il s'y attendait le moins, il fut arrêté par des soldats d'Ibarra, et conduit à Rosas. Mais celui-ci ayant appris qu'on lui amenait Cullen captif,

envoya l'ordre de le fusiller à moitié chemin, parce que, dit-il dans une lettre au gouverneur de Santa-Fé, qui avait succédé à Cullen, *son procès était fait par les crimes que tout le monde connaissait.*

Cullen était un homme d'une société agréable et d'un caractère humain. Son influence sur Lopez fut toujours employée à éviter toute espèce de rigueur, et c'est en raison de cette influence que le général Lopez, malgré les supplications de Rosas, ne permit point de supplicier un seul des prisonniers faits pendant la campagne de 1831, qui mit en son pouvoir les chefs les plus importants du parti unitaire.

Au reste, Cullen avait tous les dehors de la civilisation ; mais son instruction était superficielle, et ses talents médiocres.

Ce fut ainsi que Rosas, le seul homme peut-être qui n'eût aucune gloire militaire parmi les chefs du parti fédéral, se débarassa des champions de ce parti ; dès lors, il demeura le seul homme important dans la République argentine, en même temps qu'il était le maître absolu de Buénos-Ayres.

Ce fut alors que Rosas, arrivé à la toute-puissance, commença sa vengeance contre les classes élevées, qui l'avaient si longtemps tenu en mépris. Au milieu des hommes les plus aristocrates et les plus élégants, il se montrait sans cesse vêtu de la *chaqueta* ou sans cravate. Il donnait des bals qu'il présidait avec sa femme et sa fille, et auxquels, à l'exclusion de tout ce qu'il y avait de distingué à Buénos-Ayres, il invitait les charretiers, les bouchers, et jusque'aux affranchis de la ville ; ainsi, une fois, il ouvrit le bal, lui dansant avec une esclave, et sa fille avec un Gaucho.

Mais ce ne fut point de cette façon seulement qu'il punit la noble cité. Il proclama ce terrible principe :

— *Celui qui n'est pas avec moi, est contre moi.*

Dès lors, tout homme lui déplaisant fut qualifié du nom de *sauvage unitaire*, et celui que Rosas avait une fois désigné sous ce nom n'avait plus droit ni à la liberté, ni à la propriété, ni à la vie, ni à l'honneur.



Alors, pour mettre en pratique les théories de Rosas, s'organisa, sous ses auspices, la fameuse société de *Mas-horca*, c'est-à-dire *Encore des potences*. Cette société était composée de tous les hommes sans aveu, de tous les banqueroutiers, de tous les assassins de la ville.

À cette société de la *Mas-horca* étaient affiliés, par ordre supérieur, le chef de la police, les juges de paix, tous ceux enfin qui devaient veiller au maintien de l'ordre public ; de sorte que lorsque les membres de la société forçaient la maison d'un citoyen, pour piller cette maison ou assassiner ce citoyen, celui dont la vie ou la propriété était menacée avait beau appeler à son aide, personne n'était là pour s'opposer aux violences qui lui étaient faites. Ces violences avaient lieu au milieu du jour comme en pleine nuit, et nul n'eût pu indiquer un moyen de s'y soustraire.

Veut-on quelques exemples ? Soit. Chez nous, on doit le remarquer, le fait suit toujours immédiatement l'accusation.

Les élégants de Buénos-Ayres avaient à cette époque l'habitude de porter leurs favoris en collier ; mais sous le prétexte que la barbe taillée ainsi formait la lettre U et voulait dire unitaire, la *Mas-horca* s'emparait de ces malheureux, et les rasait avec des couteaux mal affilés, et la barbe tombait avec des lambeaux de chair ; après quoi on abandonnait la victime aux caprices de la dernière populace rassemblée par la curiosité du spectacle, et qui parfois poussait la sanglante farce jusqu'à la mort.

Les femmes du peuple commençaient alors à porter dans leurs cheveux ce ruban rouge, connu sous le nom de *moño*. Un jour la *Mas-horca* se posta à la porte des principales églises, et alors toutes les femmes qui entraient ou sortaient sans avoir le *moño* sur la tête s'en voyaient fixer un avec du goudron bouillant. Ce n'était pas non plus une chose extraordinaire que de voir une femme dépouillée de ses habits et fouettée au milieu de la rue ; et cela parce qu'elle portait un mouchoir, une robe ou une parure sur laquelle on distinguait la couleur bleue ou verte. Il en était de

même pour les hommes de la plus haute distinction, et il suffisait, pour qu'ils courussent les plus grands dangers, qu'ils se fussent hasardés en public avec un habit ou une cravate.

En même temps que les personnes désignées sans doute par Rosas, et qui appartenaient à ces classes supérieures de la société que poursuivait sa vengeance, étaient les victimes de ses violences, on emprisonnait par centaines les citoyens dont les opinions n'étaient point en harmonie, nous ne dirons pas avec celles du dictateur, mais avec les combinaisons encore inconnues de sa politique à venir. Nul ne savait le crime pour lequel il était arrêté ; c'était chose superflue, puisque Rosas le savait. De même que le crime restait inconnu, le jugement était déclaré inutile, et chaque jour, pour faire place aux prisonniers des jours suivants, les prisons encombrées se débarrassaient du trop-plein de leurs captifs à l'aide de nombreuses fusillades. Ces fusillades avaient lieu dans l'obscurité, et, tout à coup, la ville se réveillait en tressaillant au bruit de ces tonnerres nocturnes qui la décimaient.

Le matin on voyait les charretiers de la police recueillir tranquillement dans les rues les corps des assassinés, et aller prendre à la prison les corps de ceux qu'on avait fusillés ; puis, assassinés et fusillés, conduire tous ces cadavres anonymes à un grand fossé, où on les jetait pêle-mêle, sans qu'il fût même permis aux familles des victimes de venir reconnaître les siens et de leur rendre les devoirs funèbres.

Les charretiers qui conduisaient ces restes déplorables annonçaient leur venue par d'atroces plaisanteries, qui faisaient fermer les portes et fuir la population. On les a vus détacher les têtes des cadavres, en emplir des paniers, et, du cri habituel aux marchands de fruits de la campagne, les offrir aux passants effrayés, en criant :

— *Voilà des pêches unitaires ! qui veut des pêches unitaires ?*

Bientôt le calcul se joignit à la barbarie, la confiscation à la mort.

Rosas comprenait que le moyen de se conserver au pouvoir était de créer des intérêts inséparables des siens.

Alors il montra à une partie de la société la fortune de l'autre, en lui disant : Cela t'appartient.

À partir de ce moment, la ruine des anciens propriétaires de Buénos-Ayres fut consommée, et l'on vit s'élever ces fortunes rapides et scandaleuses qu'étalent aujourd'hui les amis de Rosas.

Ce que n'a osé rêver aucun tyran, ce qui n'est venu à l'idée ni de Néron ni de Domitien, Rosas l'a exécuté. Après avoir tué le père, il a défendu au fils de porter le deuil. La loi qui contient cette prohibition fut proclamée et affichée ; et il fallait bien la publier et l'afficher, car il n'y eût eu que des habits de deuil à Buénos-Ayres.

Les excès de ce despotisme frappèrent les étrangers et entre autres quelques Français. Rosas, qui se croyait tout permis avec eux, lassa la patience du roi Louis-Philippe, patience bien connue, et amena la formation du premier blocus fait par la France.

Mais les hautes classes de la société ainsi maltraitées commencèrent à fuir Buénos-Ayres, et, pour trouver un refuge, jetèrent leurs regards sur l'État oriental, où la plus grande partie de la ville proscrite vint chercher un asile.

Ce fut en vain que la police de Rosas redoubla de vigilance ; ce fut en vain qu'une loi punit de mort l'émigration ; ce fut en vain qu'à cette mort on joignit des détails atroces, car Rosas vit bientôt que la mort ne suffisait pas. La terreur et la haine qu'inspirait Rosas étaient plus fortes que les moyens inventés par lui. L'émigration allait croissant d'heure en heure, de minute en minute. Pour réaliser la fuite de toute une famille, il s'agissait seulement de trouver une barque. La barque trouvée, père, mère, enfants, frères, sœurs s'y entassaient confusément, abandonnant maisons, biens, fortune, et chaque jour on voyait arriver dans l'État oriental quelques-unes de ces barques chargées de passagers, qui n'avaient plus pour tout bien que les vêtements qu'ils portaient sur eux.

Et aucun de ces passagers n'eut à se repentir de la confiance qu'il avait mise dans l'hospitalité du peuple oriental. Cette hospitalité fut grande et généreuse, comme l'eût été celle d'une république antique, l'hospitalité telle que devait l'attendre le peuple argentin d'amis, ou plutôt de frères, qui tant de fois avaient réuni leur drapeau à ses drapeaux pour combattre l'Anglais, l'Espagnol et le Brésilien, ennemis communs, ennemis étrangers, moins dangereux cependant que cet ennemi qui était né au milieu d'eux.

Les Argentins arrivaient en foule et débarquaient, et, sur le port, les habitants les attendaient, choisissant, à mesure qu'ils mettaient pied à terre, en raison de leurs ressources pécuniaires ou de la grandeur des habitations, le nombre d'émigrants qu'ils pouvaient recueillir. Alors vivres, argent, habits, tout était mis à la disposition de ces malheureux, jusqu'à ce qu'ils se fussent créé quelques ressources ; ce à quoi tout le monde les aidait. Et de leur côté, ceux-ci, reconnaissants, se mettaient aussitôt au travail, afin d'alléger le fardeau qu'ils imposaient à leurs hôtes, et de leur donner ainsi le moyen d'accueillir de nouveaux fugitifs. Pour arriver à ce but, les personnes les plus habituées à toutes les jouissances du luxe travaillaient aux derniers métiers, les ennobliant d'autant plus que ces métiers étaient en opposition avec leur état social.

Ce fut ainsi que les plus beaux noms de la République argentine figurèrent dans l'émigration.

Lavalle, la plus brillante épée de son armée ; Florencio Varela, son plus beau talent ; Agüero, un de ses premiers hommes d'État ; Echaverría, le Lamartine de la Plata ; Vega, le Bayard de l'armée des Andes ; Gutiérrez, l'heureux chantre des gloires nationales ; Alsina, le grand avocat et l'illustre citoyen, apparaissent au nombre des émigrants, comme apparaissent aussi Saenz Valiente, Molino Torres, Ramos Megia, les grands propriétaires ; comme apparaissent encore Rodríguez, le vieux général des armées de l'indépendance et des armées unitaires ;

Olozabal, un des plus braves de cette armée des Andes dont nous avons dit que Vega était le Bayard. C'est que Rosas poursuivait également l'*unitaire* et le *fédéral*, ne se préoccupant que d'une chose, de se débarrasser de tous ceux qui pouvaient être un obstacle à sa dictature.

C'est à cette hospitalité accordée aux hommes qu'il poursuivait qu'il faut attribuer la haine que Rosas porte à l'État oriental.

À l'époque que nous citons, la présidence de la République était exercée par le général Fructuoso Rivera.

Rivera, dont nous venons de prononcer le nom, est un homme de la campagne, comme est Rosas, comme était Quirogaq. Seulement, tous ses instincts se portent à la civilisation, ce qui le fait tout l'opposé de Rosas. Comme homme de guerre, la bravoure de Rivera n'a pas été surpassée ; comme homme de parti, sa générosité n'a pas été atteinte. Depuis trente ans, il figure dans les scènes politiques de son pays, et, depuis trente ans, on l'a vu sauter sur ses armes au moment où le mot : Guerre à l'étranger ! a été prononcé.

Lorsque la révolution contre l'Espagne commença, il sacrifia sa fortune, car, pour lui, c'est un besoin irrésistible de donner ; il n'est pas généreux, il est prodigue.

Et de même que Rivera est prodigue envers les hommes, Dieu fut prodigue envers lui. C'est un beau cavalier, – dans le sens du mot espagnol qui comprend à la fois le soldat et le gentilhomme, – au teint brun, à la taille élevée, au regard perçant, causant avec grâce, et entraînant ses interlocuteurs dans le cercle fascinateur d'un geste qui n'appartient qu'à lui. Aussi a-t-il été l'homme le plus populaire de l'État oriental ; mais, il faut le dire, jamais en même temps plus mauvais administrateur ne désorganisa les ressources pécuniaires d'un peuple. Il avait dérangé sa fortune particulière ; il déranga la fortune publique, non pour se reconstituer une fortune, mais parce que, homme public, il avait conservé toutes les façons princières de l'homme privé.

Mais à l'époque où nous sommes arrivés, cette ruine ne se

faisait pas encore sentir. Rivera commençait sa présidence, et sa présidence était entourée des hommes les plus capables du pays ; Obes, Herrera, Vasquez, Alvarez, Ellauri, Luiz, Edouard Perez étaient véritablement sinon ses ministres, du moins les directeurs de son gouvernement ; et avec ces hommes, tout ce qui était progrès, liberté et prospérité était assuré à ce beau pays.

Obes, le premier des amis de Rivera, était un homme de caractère antique ; son patriotisme, sa grandeur, ses talents éminents, son instruction profonde le mettent au nombre des grands hommes de l'Amérique. Il est mort dans la proscription, une des premières victimes du système de Rosas dans l'État oriental.

Louis-Edouard Perez était l'Aristide de l'État oriental. Républicain sévère, patriote exalté, il consacra sa longue existence à la vertu, à la liberté et à son pays.

Vasquez, homme de talent et d'instruction, commença ses premiers services au pays au siège de Montevideo, dans la guerre contre l'Espagne, et finit sa carrière pendant le siège actuel, ayant toujours, et dans toutes les occasions, pendant ce long espace de temps, bien mérité du pays.

Herrera Alvarez et Ellauri, beaux-frères de Obes, ne sont point restés en arrière de ceux que nous venons de nommer ; ils appartiennent non-seulement à l'État oriental, comme défenseurs dévoués, mais encore à la cause américaine tout entière.

Aussi leurs noms seront-ils toujours sacrés à cette vaste terre de Colomb, qui s'étend du cap Horn au détroit de Barrow.

Un gouvernement composé de tels hommes dut naturellement se mettre à la tête de l'élan national, lorsque l'heure de lutter face à face contre le système de Rosas fut arrivée pour la République orientale.

Aussi, quand le peuple compatissait aux malheurs que nous avons racontés, le gouvernement recherchait-il les plus illustres parmi les malheureux, au nom de la nation, tandis que les particuliers accueillaient les autres en leur nom. Le trésor faisait des pensions aux guerriers argentins déclarés traîtres par Rosas, et les

chefs du gouvernement eux-mêmes les enveloppaient de toute espèce de respect et de considération.

Ajoutez à cela que la presse, n'étant pas bâillonnée dans l'État oriental, comme elle l'était à Buenos-Ayres, racontait au reste de la terre les crimes de Rosas, et livrait son nom à l'exécration universelle.

Dès-lors, on le comprend bien, la vengeance de Rosas dut menacer, comme la tête la plus haute entre celle de ses ennemis, Rivera, son administration et le pays sur lequel elle s'étendait. Cependant, assez fort pour nourrir cette vengeance, Rosas était trop faible encore pour la laisser éclater. Il se borna à faire au gouvernement de sourdes hostilités. Il appuya par tous les moyens possibles la révolution qui, en 1832, éclata contre Rivera, et, cette révolution étouffée, ne se tenant pas pour battu, il en organisa de nouvelles.

La présidence de Rivera prit fin en 1834. Le général Manuel Oribe lui succéda par l'influence de Rivera lui-même, qui comptait avoir en lui un ami et un continuateur de son système. En effet, Manuel Oribe avait été créé général par Rivera, et avait fait partie de la précédente administration, comme ministre de la guerre.

Oribe appartient aux premières familles du pays. Après 1811, il combattit pour sa défense, et s'est toujours distingué par sa bravoure personnelle. Son esprit est faible, son intelligence étroite ; cela explique son alliance avec Rosas, alliance à laquelle il s'est donné tout entier, quoiqu'elle entraîne avec elle la ruine de cette même indépendance pour laquelle Oribe a combattu tant de fois.

Comme général, son incapacité est complète ; ses passions ont la violence des organisations nerveuses, et le portent à la cruauté. Comme particulier, c'est un honnête homme.

Comme administrateur, il fut plus économe que Rivera, et l'on ne peut lui reprocher d'avoir augmenté le déficit du trésor public. Et cependant, c'est à lui qu'appartient toute la responsabilité de

la ruine de l'État oriental. Oubliant que, pour être chef de parti, ce n'est point assez de le vouloir, il refusa de rester lié au grand parti national qui avait Rivera pour chef ; il voulut se former un parti, excita les méfiances du pays, et, effrayé de sa faiblesse, se jeta un jour dans les bras de Rosas. Le pays connut cette alliance par les sourdes hostilités du gouvernement contre l'émigration argentine, et comme rien n'était plus opposé à l'opinion du pays que le système de Rosas, le pays s'unit au général Rivera, du moment où celui-ci se mit à la tête d'une révolution contre Oribe en 1836.

Malgré cette presque unanimité qui le menaçait, Oribe résista jusqu'en 1838. Oribe résista parce que l'armée resta fidèle au drapeau, parce qu'il disposait de tous les moyens de gouvernement, et parce que surtout il était soutenu de Rosas.

Relevons ici une erreur très-répan due sur cette révolution. On suppose généralement que l'influence des Français a fait tomber Oribe, tandis que nous pouvons affirmer que celui-ci n'a été combattu que par les Orientaux. Son pouvoir fut détruit à la bataille de Palmar, où il ne se trouva pas un seul étranger dans les rangs de ses ennemis, tandis que lui, au contraire, tomba appuyé sur les étrangers ; et la preuve en est que, lors de la capitulation de la ville de Paysandu, il se trouvait dans cette ville un bataillon argentin tout entier. Or, les Argentins sont aussi étrangers à l'État oriental que le sont les Chiliens ou les Anglais.

Oribe descendit de la présidence par une renonciation faite officiellement devant les chambres, et il sortit du pays ayant demandé la permission à ces mêmes chambres de se retirer.

Puis, sorti du pays, Rosas l'obligea de protester contre cette renonciation, et, ce qui jamais ne s'était vu en Amérique, il le reconnut pour le chef du gouvernement d'un pays dans lequel lui-même n'avait pu rester. C'était quelque chose comme si Louis-Philippe en exil eût nommé un vice-roi à la République française.

On commença par rire à Montevideo de cette excentricité du dictateur, mais lui se prépara, pendant ce temps, à changer le rire



en larmes.

La conséquence naturelle de cette conduite de Rosas était la guerre entre les deux nations, guerre commencée en 1838 et qui dure encore.

Une fois rétabli à la tête du gouvernement, Rivera appuya de toutes ses forces le blocus de la France, en même temps qu'il recevait du gouvernement français des secours d'hommes et d'argent contre l'ennemi commun, et l'on peut croire que cet appui de Rivera embarrassait fort Rosas, et peut-être allait le rendre docile aux exigences européennes, lorsque l'amiral de Mackau arriva, en 1840, et conclut le traité qui porte son nom ; traité qui releva le pouvoir de Rosas prêt à tomber, et laissa la République orientale seule engagée dans la lutte.

Cette lutte se prolongea avec des chances diverses jusqu'en 1842, jusqu'au moment où l'armée orientale fut battue à la bataille d'Arroyo-Grande.

Dans cet intervalle, une grande partie de la République argentine, confiante dans le pouvoir de la France, avait levé l'étendard contre Rosas, et lui avait fait une guerre où tout ce qu'on peut concevoir de grand et d'héroïque avait été réalisé. Mais cette guerre, si inégale au point de vue des ressources, n'avait contribué qu'à augmenter le martyrologe des patriotes argentins sur l'immense catalogue des cruautés de Rosas.

Cependant, la bataille de l'Arroyo-Grande perdue, l'armée de Rosas, forte de 14,000 hommes, envahit l'État oriental.

Pour s'opposer à ce torrent, il n'y avait dans la campagne que 600 soldats aux ordres du général Medina, et 1,200 recrues aux ordres du général Pacheco y Obes, alors colonel.

Ces deux détachements se réunirent sous le feu de l'avant-garde ennemie. Le général Rivera se mit à l'instant à leur tête, et 4 ou 5,000 volontaires accoururent sous le drapeau national.

Alors on vit un admirable spectacle : 6,000 hommes désorganisés, presque sans armes, disputèrent le pays pas à pas à l'armée de Rosas. La marche des défenseurs du pays se faisait au milieu

des contrées incendiées par l'ennemi, et, protégées par ces 6,000 braves, marchaient au milieu d'eux toutes les familles fugitives dont, au risque des périls qu'elles faisaient courir à leurs défenseurs, on protégea ainsi la retraite jusqu'à Montevideo.

Là se réfugia presque toute la population de la campagne. Le 1<sup>er</sup> février 1843, l'armée orientale, formée sur les hauteurs de Montevideo, vit paraître l'armée ennemie ; mais, au lieu de chercher un refuge derrière les murailles, elle se contenta de demander des armes et des munitions, et ayant confié à la ville la population qu'elle protégeait, elle prit la campagne pour manœuvrer, et dit à la ville :

Défends-toi, et compte sur nous !

## Chapitre troisième

Lorsque Wright, l'auteur du *Siège de Montevideo*, expose la situation où se trouva la République orientale après la bataille de l'Arroyo-Grande, il clôt ce récit par ces sombres paroles :

*Le soleil de décembre, en noyant ses rayons dans l'Océan, nous laissa :*

*Battus à l'extérieur,  
Sans armée,  
Sans soldats même à l'intérieur,  
Sans matériel de guerre,  
Sans argent,  
Sans revenus,  
Sans crédit.*

Ce tableau n'était point exagéré.

Le général Rivera était le chef de la République.

En portant un jugement impartial sur lui comme sur tous les hommes que nous avons essayé de peindre, jugement qui sera celui de la postérité, – car, dans les jugements politiques et littéraires, la distance équivaut au temps, et fait le présent impartial comme l'avenir, – nous avons dit l'état de détresse qu'il avait apporté dans les finances du pays.

Quant à l'armée, elle se ressentait des idées fausses qu'avait sur la guerre le général Rivera.

Disons l'origine de ces idées.

Rivera avait fait ses premières armes sous Artigas. Artigas n'était point un général, mais un chef de partisans. Ses batailles, à lui, étaient des surprises et des coups de main. Élève de ce maître, Rivera traitait la guerre comme lui, et cependant les choses avaient changé de face, les hommes d'aspect.

Quelques officiers, patriotes intelligents, essayèrent de faire changer de système à Rivera, en supposant que sa manière de

combattre fût un système et non une routine ; mais, quelque influence qu'ils pussent prendre sur lui, ils durent se contenter d'introduire à grand'peine quelques-unes de ces améliorations isolées qui font d'autant mieux voir la défectuosité du fond.

L'armée resta donc ce que son chef voulait qu'elle fût, c'est-à-dire une armée sans discipline, sans ordre, sans unité, véritable armée de partisans, telle qu'elle était enfin sous Artigas, moins Artigas.

Elle se composait de deux petits bataillons d'infanterie, formés entièrement de nègres et de quelques milliers de cavaliers, qui, laissant les cadres vides, même dans les campements militaires, ne venaient se ranger sous les drapeaux que les jours du danger.

On comptait un matériel d'artillerie légère assez considérable, mais le personnel de cette arme était dans le même cas que celui de la cavalerie. Le service de l'état-major et tous les autres services de l'armée étaient presque nuls, et il se trouvait, même parmi les chefs supérieurs, des hommes qui eussent été embarrassés de commander une manœuvre.

La campagne, divisée en départements, confiée à des commandants généraux, n'avait, elle non plus, aucune organisation militaire. On eût cherché en vain un arsenal de guerre sur tout le territoire de la République. Et comme il n'était venu à personne l'idée que cette république pût être frappée d'une défaite, en cas de défaite rien n'était préparé.

Quant à Montevideo, il y avait longtemps que ce n'était plus une ville de guerre. Ses murailles avaient été rasées dès 1833. Le gouvernement qui y avait établi sa résidence était composé d'hommes faibles, capables de faire leur devoir dans les circonstances ordinaires, mais incapables de mesures dans une situation désespérée.

Or, la situation de Montevideo était désespérée.

Aussi la nouvelle de la perte de la bataille d'Arroyo-Grande tomba-t-elle comme la foudre au milieu de la population ; aussi,

au bruit de cette nouvelle, tous les patriotes courbèrent-ils la tête, tandis que les amis d'Oribe, c'est-à-dire les partisans de l'étranger, se montraient pleins d'espérances, et conspiraient ouvertement pour se rendre à Rosas, et par conséquent pour tuer la République orientale.

Alors quelques hommes de patriotisme et d'action qui se trouvaient à Montevideo poussèrent le gouvernement à prendre d'énergiques mesures pour la défense de la ville.

Sur leurs instances, on décréta donc la création d'une armée de réserve. On nomma à son commandement le général Paz, qui se trouvait réfugié à Montevideo ; on appela aux armes les hommes de 14 à 50 ans ; on affranchit les esclaves pour en faire des soldats. Mais toutes ces mesures avaient un caractère de faiblesse qui les dépouillait de leur autorité. Elles étaient dictées non pas avec cette foi sincère dans la possibilité de la défense, foi qui eût fait leur force, mais visiblement pour sauver la responsabilité de ceux qui les dictaient, et qui substituaient ainsi le mouvement à l'activité, la fièvre à l'énergie.

Dès lors, les ressources de l'autorité furent épuisées, et le gouvernement se vit mal obéi, parce qu'il était mal respecté.

Ce fut du milieu de la campagne que s'éleva le premier cri de guerre contre l'armée ennemie. Ce cri fut poussé par le commandant-général du département de Mercédès, par le colonel Pacheco y Obes.

Une fois que le désastre d'Arroyo-Grande fut connu, le colonel Pacheco y Obes, ne recevant conseil que de son patriotisme, prit à l'instant les mesures les plus énergiques pour organiser une force militaire. Avant même le gouvernement, il avait, lui, de son autorité privée, proclamé la liberté des esclaves, tranchant d'un seul trait de plume cette grande question qui se débat depuis un siècle en Europe, et devant laquelle recule depuis soixante ans le gouvernement des États-Unis.

Le gouvernement de Mercédès comprenait trois petites villes de 2 à 3,000 habitants chacune. Il fit une levée en masse dans tout

son district, enrégimenta les citoyens, les arma, les disciplina, créa des ateliers qui improvisèrent des armes et, sans autres ressources que celles qu'il sut trouver dans le patriotisme du pays auquel il fit un instant appel, vingt jours après la bataille d'Arroyo-Grande, il se présenta à son tour au combat avec 1,200 hommes armés et équipés, qui eurent l'honneur d'échanger avec les soldats de Rosas les premiers coups de fusil qui furent tirés pour la défense sacrée du pays.

Ses proclamations pleines d'énergie, sa foi dans le triomphe de la cause nationale ramenèrent l'enthousiasme éteint, et comme il était évident qu'un homme qui faisait de pareilles choses espérait, tout le monde espéra.

Voici, au reste, comment s'exprime le journal officiel de Montevideo du 31 décembre 1842, en parlant des opérations du colonel Pacheco y Obes :

« Nous savons que nous offensoons la modestie du brave chef qui commande le district de Mercédès ; mais comment garder le silence, lorsque chaque jour brille à nos yeux une nouvelle preuve de son incessante activité, de sa noble constance et de sa haute capacité ? Le colonel Pacheco y Obes nous prouve que nous avons tout à la fois des hommes d'action, de résolution et d'administration capables de sauver la patrie. »

C'était aussi l'opinion de tous les patriotes de l'État oriental. Partout ces patriotes demandaient un changement de gouvernement, et l'opinion publique appelait à prendre part au pouvoir le colonel Pacheco y Obes.

Le général Rivera céda aux exigences universelles, et, avant de partir pour l'armée, il organisa un nouveau ministère dans lequel étaient Pacheco y Obes pour la guerre et la marine, Santiago Vasquez pour l'intérieur et les affaires étrangères, et Francisco Muñoz pour les finances.

Le 3 février 1843, le nouveau ministère entra en fonctions. Il fut appelé le ministère Pacheco y Obes, et ce fut à la vigueur des mesures qu'il prit dès les premiers jours de son existence qu'est

due cette défense incroyable de Montevideo.

Ce ministère fonctionnait sous la direction du président du sénat, exerçant la présidence de la république en l'absence du général Rivera.

Le nom de ce magistrat était Juaquin Suarez ; c'est un des plus riches propriétaires de l'État oriental, un des hommes les plus honorables de ce peuple auquel il a consacré toute son existence. Il est aujourd'hui président en titre, ayant succédé à Rivera, dont le temps légal du pouvoir avait expiré le 1<sup>er</sup> mars 1843.

Le 16 février de cette même année, l'armée ennemie, commandée par Oribe, se présentait devant Montevideo, où elle comptait entrer sans coup férir, ou tout au moins l'emporter d'un coup de main. Mais pendant le peu de jours écoulés depuis son installation, le nouveau gouvernement avait fait de Montevideo une place de guerre capable d'arrêter les vainqueurs de l'Arroyo-Grande.

Tout homme apte à porter les armes avait été enrégimenté, sans qu'aucune espèce de considération fût admise pour le dispenser à manquer à son devoir.

Pas une seule exemption ne fut tolérée.

Le ministre de la guerre dictait les décrets et se chargeait lui-même de les faire exécuter. Et chacun savait que, dans cette exécution, rien ne saurait ébranler sa volonté de fer.

C'est alors que furent réorganisés les bataillons de gardes nationaux qui, depuis sept ans, rendent de si grands services à la ville assiégée. C'est alors qu'il fit choix pour commander ces cohortes improvisées de ces chefs étrangers jusque-là à la guerre, et qui depuis sont devenus des héros, et qu'on nomme :

Lorenzo Battle, Francisco Tague, José Maria Muños, José Solsona, Juan Andres Gelly y Obes et Francisco Muños.

Tous étaient négociants ou avocats au début du siège. Tous sont aujourd'hui colonels, et certes jamais les nobles insignes de ce grade n'ont été plus noblement portés.

Francisco Muños est mort. Les autres vivent encore, mais par miracle, car chacun des jours de ce long siège les a vus payer de leur personne et provoquer la mort qui les respecte.

Les corps de ligne, à la tête desquels figuraient aussi des hommes nouveaux, furent réorganisés et mis sous les ordres de Marcelino Sosa, l'Hector de cette nouvelle Troie, de César Diaz, de Manuel Pacheco y Obes, de Juan Antonio Lezica.

Tous les noms que nous venons de citer sont déjà des noms historiques, et seraient des noms immortels s'il y avait un autre Homère pour cette autre Troie.

Sosa est mort, et nous raconterons et sa mort de géant, et quelques-uns des exploits qui, en le rendant la terreur de l'armée ennemie, lui ont conquis l'admiration de la ville assiégée.

Le colonel César Diaz commande aujourd'hui l'armée.

C'est un homme d'une grande instruction, et il a la réputation non contestée d'être le meilleur tacticien d'infanterie qui se trouve dans les deux armées.

Le colonel Battle, ministre actuel de la guerre et des finances, est un homme de 30 ans à peu près. Pour lui la nature a été plus que prodigue ; elle l'a fait beau, brave, spirituel, plein de talents ; elle l'a fait enfin un de ces hommes dont l'avenir est destiné à resplendir dans la future histoire de l'Amérique.

Ce fut lui qui, avec une poignée de fantassins, en 1846, surprit les forces qui assiégeaient La Colonia, les battit complètement et leur fit lever le siège.

C'est que cette armée improvisée s'est formée sous un des meilleurs maîtres en l'art de la guerre, puisque le général José Maria Paz la commandait.

Il est vrai qu'au milieu d'elle se trouvaient les proscrits argentins qui, réfugiés à Montevideo, formèrent une légion et contribuèrent de toutes leurs forces et de tout leur sang à la défense du pays qui leur avait donné l'hospitalité.

Plusieurs chefs, venus de nations étrangères, furent aussi élus. C'étaient en quelque sorte les représentants des idées de liberté



et de progrès qui flottent encore dans le monde, sans avoir trouvé la nation qui sera assez intelligente pour les adopter et les faire prospérer.

Au milieu de ces chefs qui concoururent à la défense de Montevideo, et qui seront récompensés de leur dévouement par la reconnaissance non-seulement d'une ville, mais encore d'une nation, citons avant tout José Garibaldi.

José Garibaldi, proscrit en Italie, où il avait combattu pour la liberté ; proscrit en France, pour avoir voulu combattre pour la même cause ; proscrit à Rio-Grande, pour avoir concouru à la fondation d'une république, vint offrir ses services à Montevideo.

Essayons de faire connaître à nos contemporains, sous le rapport physique et moral, un homme si puissant qu'on n'a pu l'attaquer qu'en le calomniant.

Au physique, Garibaldi est un homme de 38 ans, taille moyenne, convenablement bien proportionné, avec des cheveux blonds, des yeux bleus, le nez, le front et le menton grecs, c'est-à-dire se rapprochant autant que possible du vrai type de la beauté. Il porte la barbe longue. Son habillement ordinaire est une redingote serrée au corps, sans aucun insigne militaire. Ses mouvements sont gracieux. Sa voix, d'une douceur infinie, ressemble à un chant. Dans l'état ordinaire de la vie, il est plutôt distrait qu'attentif, et semble plutôt un homme de calcul que d'imagination ; mais prononcez devant lui les mots d'indépendance et d'Italie, alors il se réveille comme un volcan, jette sa flamme et répand sa lave.

Jamais, excepté au combat, on n'a vu Garibaldi porteur d'une arme ; au moment d'agir, il tire la première épée venue du fourreau, jette le fourreau et marche à l'ennemi.

Nommé commandant de la flottille en 1842, il soutint dans le Parana un combat acharné contre des forces trois fois supérieures aux siennes ; puis, voyant l'impossibilité de résister plus longtemps, il fit échouer, nous ne dirons pas ses vaisseaux, mais ses barques, y mit le feu, et à la tête de son équipage, se présenta un

des premiers pour la défense de Montevideo.

Le ministre de la guerre, Pacheco y Obes, devina le proscrit José Garibaldi. Ces deux hommes n'eurent qu'à se voir pour se comprendre, et formèrent, dès cette première vue, une de ces amitiés si rares dans l'époque actuelle.

Montevideo, assiégée par terre, fut bloquée par la flottille de Rosas. Le ministre de la guerre voulut alors organiser sur mer une résistance égale à celle qu'il avait organisée par terre, et quoique la République ne disposât que de petits bateaux, aidé par Garibaldi, il vint à bout de réaliser son projet.

En effet, deux mois ne s'étaient pas écoulés que quatre petits bâtiments, portant le pavillon oriental, prenaient la mer et combattaient les forces maritimes de Rosas, commandées par Brown. Ces quatre bâtiments devaient porter les noms de Suarez, Muños, Vasquez et Pacheco y Obes. Pacheco changea le nom de son bâtiment en celui de *Liberté*.

Les deux plus forts de ces bâtiments, qui étaient *Liberté* et *Suarez*, portaient chacun 2 canons ; les deux autres n'en portaient qu'un. Alors on vit ce spectacle singulier d'une lutte dans laquelle 60 marins, 4 barques et 6 petites pièces de canon vinrent attaquer 4 bâtiments portant 100 pièces de gros calibre et plus de 1000 hommes d'équipage.

Il est vrai que c'était Garibaldi qui commandait ces 4 barques, et que sa voix bien connue de l'ennemi tonnait plus haut dans le combat, ordonnant la mort, que les pièces qui la lui envoyaient.

Maintenant, veut-on savoir quelle solde recevait pour prix de sa vie exposée tous les jours cet homme que les journaux français ont appelé un condottieri, et que nous avons été si heureux de trouver à Rome, afin qu'il effaçât par son héroïque défense le ridicule de cette expédition ? Nous allons le dire :

En 1843, don Francisco Agell, un des plus respectables négociants de Montevideo, s'adressait au colonel Pacheco y Obes pour lui faire savoir que dans la maison de Garibaldi, c'est-à-dire dans la maison du chef de la légion italienne, de la flottille natio-

nale, de l'homme toujours prêt à verser son sang pour Montevideo ; pour lui faire savoir, disons-nous, que dans cette maison on n'allumait pas le soir de lumière, parce que la ration du soldat, seul et unique prêt à l'aide duquel Garibaldi pût subsister, lui et sa famille, ne comprenait pas de chandelle.

Le ministre de la guerre envoya par son aide-de-camp, Jose Maria Torres, *cent patacons* (500 francs) à Garibaldi, qui prit la moitié de la somme et rendit le reste pour être porté à la maison d'une veuve qu'il indiqua, et qui, selon lui, avait plus besoin de secours que lui.

50 patacons (250 fr.), voilà donc la somme que Garibaldi a reçue de la république pendant les trois ans qu'il a combattu pour elle.

Il est vrai qu'une fois dans une prise, il lui revint pour sa part une somme de 1,000 patacons, c'est-à-dire de 5,000 francs. Le ministre des finances invita Garibaldi de venir toucher cette somme ; mais à sa lettre d'avis il reçut une telle réponse, qu'il crut devoir venir trouver son collègue, le ministre de la guerre, pour la lui montrer.

Alors Pacheco y Obes, en sa qualité d'ami de Garibaldi, se chargea de lui faire entendre raison. Garibaldi vint, avec son chapeau blanc rapé, sa redingote noire usée, ses bottes ouvertes, s'informer de ce que lui voulait le ministre. Quand il sut de quoi il était question, peu s'en fallut qu'il ne se fâchât aussi rouge avec son ami qu'il ne l'avait fait avec un étranger ; et comme le colonel Pacheco y Obes l'invitait à prendre cette somme au moins pour la légion italienne : « La légion n'en voudra pas plus que moi, » répondit Garibaldi ; « gardez ça pour les pauvres de la ville. »

Il connaissait bien ces braves réfugiés qu'il tenait sous ses ordres, car la même année le général Rivera lui ayant fait don de plusieurs lieues de terrain et de plusieurs milliers de bestiaux, le colonel don Augusto Pozolo en présenta les titres à Garibaldi, qui les reçut à la tête de son état-major, et qui, ayant consulté des

yeux toute sa légion, les déchira en disant : « La légion italienne donne sa vie à Montevideo, mais elle ne vend pas sa vie en échange de terres et de bestiaux ; elle donne sa vie en échange de l'hospitalité et parce que Montevideo combat pour sa liberté. »

En 1844, une horrible tempête couvrit de débris la rade de Montevideo. Il y avait dans le port une goëlette portant plusieurs familles de la ville, et entre autres celle de M. Carril, partant pour Rio-Grande ; la goëlette chassait sur une seule ancre, ayant perdu les autres ; informé du danger, Garibaldi, avec six de ses marins, se jette dans une barque, apporte une ancre nouvelle et sauve la goëlette.

Le 8 février 1846, le général Garibaldi, à la tête de 200 Italiens, rencontre le général don Servando Gomez à la tête de 1,200 hommes de Rosas, parmi lesquels 400 hommes d'infanterie. Que fera Garibaldi ? ce qu'eût fait le plus brave en cette occasion. Certes, il gagnera quelque point où la défense lui soit facile. Non ; Garibaldi et ses 200 hommes attaquent les 1,200 soldats de Rosas, et, après cinq heures d'une lutte acharnée, l'infanterie est détruite, la cavalerie démoralisée se retire du combat, et Garibaldi reste maître du champ de bataille.

Toujours le premier au combat, Garibaldi était toujours le premier à adoucir le mal que ses combats avaient fait.

Si parfois il paraissait dans les bureaux des ministères, c'était pour solliciter ou la grâce d'un conspirateur, ou des secours en faveur d'un malheureux. C'est à l'intervention du général Garibaldi que don Miguel Molina y Haedo, condamné par les lois de la République, dut la vie en 1844. À Gualeguaychu, il fait prisonnier le colonel Villagra, un des plus féroces chefs de Rosas ; à l'instant même il le met en liberté, lui et tous ses compagnons, prisonniers comme lui. À Ytapevy, il met en déroute le colonel Lavalleja, dont toute la famille reste en son pouvoir. Aussitôt, il forme à cette famille une escorte, composée des prisonniers eux-mêmes, et la renvoie au colonel Lavalleja avec une lettre pleine de courtoisie et de générosité.

Nous le répétons, tant que Garibaldi vécut à Montevideo, il y vécut, lui et sa famille, dans la plus extrême pauvreté.

Jamais il n'eut d'autre chaussure que celle du soldat, et bien souvent ses amis furent obligés de se servir de subterfuge pour substituer des vêtements neufs à ses vêtements en lambeaux.

Écrivez à Montevideo, messieurs les publicistes, qui avez traité Garibaldi de condottieri et d'aventurier ; écrivez aux hommes du gouvernement ; écrivez aux négociants ; écrivez aux gens du peuple, et vous apprendrez que jamais homme ne fut plus universellement estimé et honoré dans cette République dont vous républicains prêchez l'abandon.

Il est vrai que le gouvernement qui a abandonné la cause de l'Allemagne pour le roi Guillaume, l'Autriche et l'Italie pour l'empereur François, de Naples et de la Sicile pour le roi Ferdinand, il est vrai que ce même gouvernement nous prêche l'abandon de Montevideo et l'alliance de Rosas. Mettez donc en face, pour un instant, Garibaldi, l'homme qu'il calomnie, et Rosas, l'homme qu'il vante.

Nous avons dit quelques mots de ce que faisait Garibaldi ; disons ce que, dans le même temps, faisait Rosas.

N'oublions pas, nous, ces *tables de sang* publiées par l'Amérique du Sud, et sur lesquelles, comme une mère plaintive dans le présent, et comme une déesse vengeresse pour l'avenir, elle a enregistré dix mille assassinats.

Ces assassinats, nous allons d'abord les prendre dans les rapports officiels faits à Rosas par ses officiers et ses agents.

Le général don Mariano Acha, qui sert dans l'armée opposée à Rosas, défend San-Juan, et, le 22 août 1841, se rend après 48 heures de résistance. Don José Santos Ramirez, officier de Rosas, transmet alors au gouverneur de San-Juan le rapport officiel de cet événement. On y trouve cette phrase écrite textuellement : — *Tout est en notre pouvoir, mais avec pardon et garantie pour tous les prisonniers, parmi eux se trouve un fils de La Madrid.*

Publicistes de l'Élysée, prenez le n° 3067 du *Diario de la*

*Tarde* de Buéno-Ayres, du 22 octobre 1841, et en regard du rapport officiel de José Santos Ramirez, qui constata le pardon et la garantie de la vie pour les prisonniers, vous pourrez écrire ce paragraphe :

« Desaguadero, 22 septembre 1841.

» Le prétendu sauvage unitaire, Mariano Acha, a été décapité hier et sa tête exposée aux regards du public.

» *Signé* : Angel PACHECO. »

Cet Angel Pacheco est un cousin du général Pacheco y Obes, mais qui suit, comme on le voit, une autre route que celui-ci.

Attendez ; vous vous rappelez que dans le rapport de Santos Ramirez, il y a encore cette phrase : *Parmi eux*, c'est-à-dire parmi les prisonniers, *il y a un fils de La Madrid*. Ouvrez la *Gaceta Mercantile*, n° 5703, du 21 avril 1842, et vous y trouverez cette lettre écrite par Nazario Benavides à don Juan Manuel Rosas :

« Mira florès, en marche, 7 juillet 1842.

» Dans mes dépêches précédentes je vous ai fait part des motifs pour lesquels je conservais le sauvage Ciriaco La Madrid (fils du Peloso) ; mais sachant que ce dernier s'est adressé à plusieurs chefs de la province pour les entraîner à la défection, *j'ai fait, à mon arrivée à la Rioja, décapiter le premier ainsi que le sauvage unitaire, Manuel-Julian Frias, natif de Santiago.*

» *Signé* : Nazario BENAVIDES. »

Le général don Manuel Oribe, celui que les organes de Rosas nomment l'illustre, le vertueux Oribe, a commandé, pendant quelque temps, les armées de Rosas, chargées de soumettre les provinces argentines. Une de ses divisions défit, le 15 avril 1842, sur le territoire de Santa-Fé, les forces commandées par le général Juan Pablo Lopez.

Au nombre des prisonniers se trouva le général don Juan Apostol Martinez.

Lisez le bulletin de l'événement, publié à Mendoza ; ce bul-

letin contient une lettre signée de l'illustre et vertueux Oribe. Cette lettre est adressée au général Aldao, gouverneur de la province :

« Au quartier général des Barrancas de Coronda, le 17 avril 1848.

» . . . . . Trente et tant de morts et quelques prisonniers, dont le prétendu général sauvage Juan Apostol Martinez, *auquel la tête a été coupée hier*. Voilà le résultat de cette action honorable pour nos armées fédérales. Je vous félicite de ce glorieux succès, et me dis votre serviteur dévoué.

» M. ORIBE. »

Pendant que nous tenons cette *Gaceta Mercantile*, ouvrons le n° 5903, à la date du 20 septembre 1842, et nous y trouverons un rapport officiel de Manuel-Antonio Saravia, employé dans l'armée d'Oribe.

Ce rapport contient une liste de dix-sept individus, dont un chef de bataillon et un capitaine, qui furent faits prisonniers à *Nunayan et subirent le châtement ordinaire DE LA PEINE DE MORT*.

Puisque nous tenons l'*illustre et vertueux Oribe*, ne le lâchons point ainsi ; nous allons trouver encore son nom dans le numéro 3067 du *Diario de la Tarde* du 22 octobre 1841.

C'est à propos de la bataille de Monte-Grande dont il a fait le rapport.

Dans ce rapport officiel, on lit les lignes suivantes :

« Quartier général au Ceibal, 14 septembre 1841.

» Parmi les prisonniers, s'est trouvé le traître sauvage unitaire ex-colonel Facundo Borda, *qui fut exécuté à l'instant même* avec d'autres prétendus officiers tant de cavalerie que d'infanterie.

» M. ORIBE. »

Oribe est en veine ; un traître lui livre le gouverneur de Tucuman et ses officiers : aussi annonce-t-il cette nouvelle à Rosas.

Voici les termes même de la lettre de l'*illustre et vertueux Oribe* :

« Quartier général de Metan, 3 octobre 1841.

» Les sauvages unitaires que m'a livrés le commandant Sandoval, et qui sont : Marcos, M. Avellaneda, prétendu gouverneur général de Tucuman ; le prétendu colonel J. M. Velela ; le capitaine José Espejo, et le lieutenant en premier Léonardo Sosa, ont été sur-le-champ exécutés dans la forme ordinaire, à l'exception d'Avellaneda, à qui j'ai ordonné de *couper la tête*, laquelle sera exposée aux regards du public sur la place de Tucuman.

» M. ORIBE. »

Mais Oribe n'est pas le seul lieutenant de Rosas qui soit chargé des exécutions du dictateur, il y a aussi un certain Maza que les organes de Rosas ont oublié de qualifier d'illustre et de vertueux, et qui mérite cependant bien ce double titre, comme on peut voir dans cette lettre insérée au numéro 5483 de *la Gaceta*, en date du 6 décembre 1841.

« Catamarca, le 29 du mois de Rosas, 1841.

» À Son Excellence M. le gouverneur D. Cl. A. Arredondo.

» Après plus de deux heures de feu et après avoir passé au fil de l'épée toute l'infanterie, à son tour toute la cavalerie a été mise en déroute, et le chef seul fuit par le Cerro d'Ambaste avec trente hommes ; on le poursuit, et sa tête sera bientôt sur la place publique, comme y sont déjà les têtes des prétendus ministres Gonzales y Dulce, et celle d'Espeche.

» Signé : M. MAZA. »

» Vive la fédération ! »

*Liste nominative des sauvages unitaires prétendus chefs et officiers qui ont été exécutés après l'action du 29 :*

» Colonel : Vicente Mercao.

» Commandants : Modesto Villafane, Juan Pedro Ponce, Damasio Arias, Manuel Lopez, Pedro Rodrigues.

» Chefs de bataillon : Manuel Rico, Santiago de La Cruz, José Fernandes.



» Capitaines : Juan de Dios Ponce, Jose Salas, Pedro Araujo, Isidoro Ponce, Pedro Barros ;

» Adjudants : Damasio Sarmiento, Eugenio Novillo, Francisco Quinteros, Daniel Rodrigues ;

» Lieutenant : Domingo Diaz.

» *Signé* : M. MAZA. »

Puisque nous en sommes à Maza, continuons, puis nous reviendrons à Rosas.

« Catamarca, 4 novembre 1841.

» Je vous ai annoncé déjà que nous avions mis ici en déroute complète le sauvage unitaire Cubas, qui était poursuivi, et que nous aurions bientôt la tête du bandit. Il a été pris, en effet, au Cerro de Ambaste. Il a été pris dans son lit même. En conséquence, la tête dudit brigand Cubas est exposée sur la place publique de cette ville.

» *Après l'action*. On a pris dix-neuf officiers qui suivaient Cubas. Je n'ai pas fait de quartier ; le triomphe a été complet et pas un n'a échappé.

» *Signé* : M. MAZA. »

Glanons en passant dans le *Boletín de Mendoza*, n° 12, cette lettre écrite du champ de bataille d'Arroyo-Grande et adressée au gouverneur Aldao par le colonel D. Geronimo Costa.

« *Nous avons pris plus de cent cinquante chefs et officiers, qui furent exécutés à l'instant.* »

J'ai promis de revenir à Rosas ; il faut que je tienne parole.

Le colonel Zelallaran est tué. On apporte sa tête à Rosas. Rosas passe trois ou quatre heures à rouler cette tête du pied, puis à cracher dessus. Alors il apprend qu'un autre colonel, frère d'armes de celui-ci, est prisonnier. Son premier mouvement est de le faire fusiller, mais il se ravise. Au lieu de la mort, il le condamne à la torture. Le prisonnier, pendant trois jours, restera

douze heures par jour les yeux fixés sur cette tête coupée et posée sur une table.

En 1833, Rosas faisait fusiller au milieu de la place San-Nicolas une portion des prisonniers de l'armée du général Paz. Au milieu des prisonniers se trouvait le colonel Videla, ancien gouverneur de Saint-Louis. Au moment du supplice, le fils du condamné se jette dans ses bras. Séparez-les, dit Rosas. Mais l'enfant se cramponne à son père. Alors, fusillez-les tous deux, dit Rosas. Et le père et l'enfant tombent frappés dans les bras l'un de l'autre.

En 1832, Rosas fit conduire sur une place de Buénos-Ayres quatre-vingts Indiens prisonniers, et, au milieu du jour, sur cette place, à la vue de tous, il les fait égorger à coups de baïonnette.

Camila O'Gorman, jeune fille de 18 ans, d'une des premières familles de Buénos-Ayres, est séduite par un prêtre de 24 ans. Ils quittent tous deux Buénos-Ayres et se réfugient dans un petit village de Corrientes, dans lequel, se disant mariés, ils ouvrent une espèce d'école. Corrientes tombe au pouvoir de Rosas : reconnu par un prêtre et dénoncé par lui à Rosas, le fugitif et sa compagne sont ramenés tous deux à Buénos-Ayres, où, sans jugement, Rosas ordonne qu'ils soient fusillés.

— Mais, fait-on observer à Rosas, Camila O'Gorman est enceinte de huit mois.

— Baptisez le ventre, dit Rosas, — qui veut sauver l'âme de l'enfant.

Le ventre baptisé, Camila O'Gorman est fusillée.

Trois balles traversent les bras de la malheureuse mère, que, par un mouvement instinctif, elle avait étendus pour protéger son enfant.

Maintenant, comment se fait-il que la France se fasse des ennemis comme Garibaldi, se fasse des amis comme Rosas ?

C'est que les amis et les ennemis de la France lui sont imposés par l'Angleterre.

## Chapitre quatrième

Revenons à Montevideo, dont nous ont éloigné un moment Achille et Thersite.

Le 3 février 1843, comme nous l'avons dit, il n'y avait ni argent, ni magasin de vivres, ni dépôt, ni matériel de guerre.

Ce jour-là, le ministre de la guerre demandait au ministre des finances quelles étaient les ressources sur lesquelles on pouvait compter pour organiser le service ; et le ministre des finances répondait à son collègue qu'en faisant de grands efforts, on pouvait tenir vingt jours.

— Combien de temps ont tenu les Espagnols pendant le premier siège ? demanda le ministre de la guerre.

— Vingt-trois mois, répondit le ministre des finances ; mais il n'y avait point de comparaison possible dans la situation, celle des Espagnols était infiniment meilleure.

— Si les Espagnols ont tenu vingt-trois mois, dit Pacheco y Obes, nous en tiendrons bien vingt-quatre, car il serait honteux que ce que des étrangers ont fait pour défendre la tyrannie, nous ne le fissions pas, nous, pour défendre la liberté.

Montevideo tient depuis sept ans !

Il est vrai que le premier décret du ministre de la guerre fut celui-ci :

« La patrie est en danger !

» Le sang et l'or des citoyens appartiennent à la patrie.

» Celui qui refusera à la patrie son or ou son sang sera puni de mort. »

Malgré toute la résistance que les douces habitudes de Montevideo opposèrent à la réalisation de ce décret, malgré les cris élevés par les intérêts individuels, tous les citoyens, tous sans exception, finirent par contribuer de leur sang et de leur or.

C'est qu'aussi le ministre de la guerre commença par exercer

ses rigueurs sur sa propre famille.

L'armée ennemie approchant de Montevideo, une ambulance marquait encore aux futurs blessés des combats à venir. Le colonel Pacheco y Obes, rendant visite à sa famille qui avait fui la campagne pour se réfugier dans la ville, s'aperçut que cette famille occupait un édifice propre à devenir un hôpital ; aussitôt il appelle ses sœurs et leur annonce qu'il faut quitter la maison.

— Mais notre mère malade sera sans asile !

— Il est impossible qu'une porte ne s'ouvre pas dans tout Montevideo pour donner l'hospitalité à la mère du ministre de la guerre.

En effet, une maison s'ouvre qui recueille la mère malade et les deux sœurs fugitives, et l'armée assiégée a un hôpital.

Deux jeunes gens, deux enfants cousins germains du ministre, et un de ses meilleurs amis, confiants dans leurs rapports de parenté et d'amitié, n'obéissent point au décret ; le ministre de la guerre les fait prendre dans leur maison et conduire à l'armée.

La famille du général Rivera, président de la République orientale, s'était, malgré la loi, réservé deux esclaves. Il lui semblait qu'à l'abri du puissant patronage qui la protégeait, nul ne pouvait l'atteindre. Le colonel Pacheco y Obes se transporta lui-même chez le général Rivera, et les deux esclaves affranchis furent convertis en soldats.

Don Luis Baëna, un des premiers négociants de la ville, est surpris en correspondance avec l'ennemi, et, selon la loi, a encouru la peine de mort ; le tribunal militaire le condamne en effet à être fusillé. Alors les négociants étrangers se réunissent pour demander la grâce de Baëna, et comme ils connaissent la pauvreté du trésor public, ils offrent une rançon de 300,000 fr. destinée à habiller l'armée ; les autres membres du gouvernement penchaient pour la clémence, seul, le colonel Pacheco resta ferme, réclamant l'application de la loi.

— Si la vie d'un homme pouvait être rachetée avec de l'argent, dit-il, le trésor, si pauvre qu'il soit, rachèterait la vie de

Baëna, mais la vie d'un traître ne se rachète pas.

Et Baëna est fusillé.

C'était le côté moral de la défense, si l'on peut s'exprimer ainsi, mais le côté physique marchait en même temps.

Montevideo ne possédait qu'une ligne de fortifications à peine ébauchée, sur l'étendue de laquelle on n'avait que cinq canons à mettre en batterie. De vieilles pièces d'artillerie, jugées hors de service, servaient de bornes dans les rues ; on les déracina, on improvisa des affûts, on fit fondre des boulets, on créa une fabrique de poudre, et en peu de jours la ligne de fortification perfectionnée fut garnie de cent pièces de canon.

Il est vrai que les pièces de canon tuèrent parfois les artilleurs qui les servaient, mais la mort de ceux-ci était largement vengée.

Dès le 16 février, il fallut combattre avec cette armée de recrues où figuraient, entremêlés, les riches propriétaires et les pauvres ouvriers, l'homme de lettres et l'esclave affranchi. Il fallut combattre, et cela, contre une armée composée de vieux soldats orgueilleux de leurs anciens triomphes, et que rendait plus forts la terreur qu'ils inspiraient.

C'était un prodige à accomplir, et ce prodige fut accompli, parce qu'à la tête de ces recrues se trouvait le général Paz, dont la vieille expérience, dont l'habileté consommée et dont le noble dévouement pouvaient exécuter les choses les plus impossibles.

De son côté, le ministre de la guerre, avec ses vigoureuses mesures, avec ses paroles de feu, avec sa foi dans l'honneur national, inspirait à l'armée l'enthousiasme le plus exalté. Et comme, de son côté, le général Paz les liait à la discipline la plus sévère, comme chaque jour amenait une rencontre, une escarmouche, un combat, peu à peu les recrues devinrent des soldats.

Nous disons chaque jour, et nous le répétons comme une de ces choses difficiles à croire et que mieux vaut par conséquent répéter deux fois qu'une ; chaque jour donc, on combattait, et chaque jour la ville apprenait, comme Troie, quelque nouveau trait d'héroïsme de ses défenseurs, quelques actes de l'odieuse

barbarie de ses ennemis. Alors la résistance se retrempait et devenait plus ardente à la double flamme de l'admiration et de la haine.

Nous parlons des actes de barbarie de l'armée assiégeante, et sur ce point aussi nous voulons revenir, car ces actes de barbarie étaient incroyables, et il faut que l'Europe sache à quels hommes est réservée l'Amérique du Sud, si jamais Montevideo, le dernier boulevard de la civilisation, tombe entre leurs mains.

Les assiégeants ne faisaient jamais grâce à un prisonnier, et bien heureux celui qui mourait d'une mort sans tortures !

Jetez les yeux sur l'histoire du siège de Montevideo, et vous y lirez à la page 101 la déclaration de Pedro Toses, capitaine dans l'armée d'Oribe.

Cette déclaration est faite à la police de Montevideo :

Pedro Toses déclare :

Qu'il ne se souvient pas du nombre de prisonniers faits par les troupes de Rosas à la bataille de l'Arroyo-Grande, mais qu'il sait, parce qu'il assista à cette exécution, que l'on coupa la tête à cinq cent cinquante-six hommes. « On conduisait les victimes par troupes de vingt, on les faisait marcher nues et les mains liées ; chaque troupe était suivie par un égorgueur. Enfin, arrivés sur un coteau marqué pour le lieu de leur supplice, on faisait, chacun à son tour, mettre les prisonniers à genoux et on leur ouvrait la gorge. »

Voilà ce qui se faisait pour le commun des martyrs ; mais les officiers supérieurs obtenaient de terribles distinctions.

Pedro Toses déclare avoir vu mettre à mort le colonel Hinestrosa, dépouillé de ses vêtements ; il fut d'abord mutilé. Jusqu'aujourd'hui on ne connaissait que les Abyssins qui fissent souffrir ce supplice à leurs ennemis. Puis on lui coupa les oreilles, puis on lui enleva des lambeaux de chair ; puis enfin, lorsqu'il ne fut plus qu'une large plaie, les soldats du bataillon de Rincon l'achevèrent à coups de baïonnette, et enlevèrent, pour en faire don à leur chef, une large courroie de sa peau.

Pedro Toses dépose encore :

Que la seconde victime fut le lieutenant-colonel Léon Berutti.

Seulement, il ne donne point de détails sur sa mort ;

Que le colonel Mendoza fut égorgé ;

Que le major Stanislas Alonzo fut tué à coups de bâton ;

Que le major Hyacinthe Castillo, le capitaine Martinez et le sous-lieutenant Louis Lavagna furent hachés en morceaux ;

Que le lieutenant Arismondi fut mutilé, puis égorgé ;

Que le lieutenant Acosta fut dépouillé vif et mourut en criant :

Vive la liberté !

Enfin que le lieutenant Gomez fut égorgé ainsi que le sous-lieutenant Cabrera y Carrillo.

Les assiégeants s'étaient trompés ; ils avaient cru par les terribles boucheries épouvanter les défenseurs de Montevideo. Ils n'atteignirent d'autre but que de prouver à ceux-ci que, puisqu'il n'y avait point de merci à espérer quand on tombait entre les mains de Rosas, mieux valait se défendre jusqu'à la mort que de se laisser prendre.

Mais ces nouveaux soldats, combattant soit par embuscades, soit dans des terrains coupés, soit à l'abri des fortifications, n'avaient pas encore donné la preuve à l'ennemi de ce qu'ils pouvaient faire en rase campagne.

C'était un problème à résoudre ; le ministre de la guerre se chargea de sa solution.

À cet effet, le 10 mars 1843, pendant la nuit, il se transporta au pied du Cerro avec une division, et le 11, la portion de l'armée ennemie qui assiégeait cette forteresse était complètement battue.

Plus tard, ce fut toujours au pied du Cerro que les deux armées semblaient se donner rendez-vous pour se reposer de la lutte journalière de tirailleurs dans le grand combat en pleine campagne.

Le 10 juin 1843 et le 28 mars 1844, les forces montevidéennes, toujours sous les ordres du ministre de la guerre, triomphaient complètement des forces ennemies, et dans cette journée

le général Angel Nuñez resta mort sur le champ de bataille entouré d'une grande partie des soldats qu'il commandait, qui, comme lui, perdirent la vie dans ce combat.

Nuñez, le plus brave peut-être des officiers assiégeants, était un traître. Il avait, dès le commencement du siège, abandonné l'armée orientale et était devenu un des séides de Rosas.

Le 26 février 1844, le général Paz écrasait sur ce même terrain une division ennemie. Le 24 avril de la même année, les deux armées soutenaient l'une contre l'autre un long combat indécis. Enfin, le 30 septembre, 100 cavaliers de Montevideo, commandés par le colonel Flores, y sabraient 500 cavaliers ennemis.

Aussi avait-on, à Montevideo, débaptisé le Cerro de son ancien nom et l'appelait-on *le champ fortuné*.

Pendant que cette guerre de tous les jours faisait une ceinture de feu à la ville, Montevideo présentait ce spectacle admirable aux yeux des nations de l'union dans le danger, de l'unité dans la constance. Tous les hommes vraiment patriotes s'étaient réunis autour du gouvernement pour appuyer toutes ses mesures et l'aider, chacun dans la mesure de ses forces, avec un dévouement dont l'histoire du monde ne présenterait peut-être pas un second exemple.

Nous nommerons ici, pour qu'ils sachent bien que leur nom a retenti en Europe, Francisco J. Muños, Andres Lamas, Manuel Herrera y Obes, Julian Alvares, Alexandro Chucarro, Luis Peña, Florencio Vareia, Fermin Ferreira, Francisco Ageli, Joaquin Sagra, Juan Miguel Martinez ; ces citoyens de Montevideo qui seront citoyens du monde au jour où les peuples seront frères et où le monde ne fera qu'une république universelle.

Lamas, lorsque le ministère Pacheco y Obes entra en fonctions, fut nommé préfet de Montevideo et fit preuve d'une activité inconnue et d'un patriotisme ardent. Lamas est un homme de grand talent et d'une vaste instruction, et l'un des premiers poètes de l'État oriental. Plus tard, il a occupé le ministère des finances, et aujourd'hui il est ministre de la république au Brésil.



Nous avons vu que la famille du colonel Pacheco y Obes s'était réfugiée à Montevideo. La plus grande partie des habitants de la campagne avaient fait comme elle. Quinze mille personnes peut-être avaient fui devant l'ennemi sans prendre le temps de sauver autre chose qu'elles-mêmes. Il fallait donc dès le début du siège que le gouvernement pourvût à tous les besoins de ces familles ruinées ; il dut aussi assurer l'existence des pauvres, et dès le commencement il nourrissait et habillait vingt-sept mille personnes.

Nous avons vu qu'on improvisa des hôpitaux, puisque la famille du colonel Pacheco y Obes fut obligée d'abandonner une maison destinée à cet usage. Les hôpitaux comptaient mille lits. Ces lits étaient desservis avec une piété qui touchait à la magnificence. Chaque famille aisée avait donné autant de lits qu'elle avait pu ; les pharmaciens fournissaient gratis les médicaments ; les médecins ne recevaient rien pour leurs visites ; et les dames, organisées en société de charité, remplissaient auprès du malade l'office que remplissent chez nous les saintes femmes que l'on nomme les sœurs grises.

Dans les temps heureux de Montevideo, à l'époque de ces cavalcades que nous avons décrites, quand la sérénade montait de la rue aux fenêtres, ou que les fenêtres jetaient leurs concerts à la rue, les tertullias de Montevideo avaient une réputation qu'elles eussent soutenue à Lisbonne, à Madrid et à Séville, et dont l'esprit charmant et la franche hospitalité faisaient les délices des Européens, étonnés de trouver, sur cette terre presque vierge, tous les raffinements du luxe et toutes les recherches d'esprit du vieux monde.

Pendant le siège, les soirées se passaient à faire de la charpie, et les conversations se réduisaient à raconter les combats du jour, les actions héroïques qu'il avait vues s'accomplir et les blessés qu'il avait faits.

C'est au milieu des grandes infortunes qu'apparaissent les grands dévouements ; et nous disons cela à propos du docteur

Fermin Ferreira, l'un des médecins les plus distingués de l'Amérique.

En effet, dès le commencement du siège, Fermin Ferreira abandonna sa clientèle, et se consacra au service des hôpitaux et des pauvres. Dès lors, pour lui, pas une heure de repos ; on eût dit que cet homme avait cessé d'être assujéti aux besoins des autres hommes, et que nourriture et sommeil lui étaient devenus inutiles. Nuit et jour, on le voyait au chevet des malades, au lit des blessés, les soignant plutôt comme un père que comme un médecin. Pour vivre, il vendit successivement tout ce qu'il possédait lui-même ; tout, jusqu'aux bijoux de sa femme ; chaque privation nouvelle paraissait augmenter son patriotisme. Le docteur Ferreira, aujourd'hui chirurgien en chef de l'armée et président de l'assemblée des notables, est, de même que tous les défenseurs de Montevideo, entièrement ruiné.

Et comme si tout devait être en analogie avec de tels dévouements, le siège de Montevideo, qui a été un temps de gêne et de misère, est cependant le temps qui a vu s'élever les meilleurs de ses établissements d'utilité publique.

Le ministre de la guerre, Pacheco y Obes, improvisa les hôpitaux militaires et civils, fonda la maison des invalides, créa les premières écoles publiques, organisa la société de secours mutuels.

Lamas, le chef politique, donna des noms aux rues de la ville, et fonda l'institut historique et géographique.

Herrera y Obes, ministre de l'intérieur, créa l'Université.

À l'instigation de dona Bernardina Rivera, les dames formèrent la Société de bienfaisance si connue sous la dénomination de *Société des Dames orientales*.

Ce fut aussi pendant le siège de Montevideo qu'on frappa la première monnaie de la République. Lamas en conçut la pensée, et le ministère de la guerre envoya son argenterie, celle de sa famille et de ses amis, s'adressa au patriotisme du peuple, et bientôt personne ne posséda plus un seul couvert d'argent. Le

creuset de la monnaie dévora tout, depuis l'encensoir de vermeil du prêtre, jusqu'à l'éperon d'argent du cavalier.

La monnaie frappée à Montevideo porta cette seule légende :  
SIÈGE DE MONTEVIDEO.

Aussi la capitale de la République orientale répondait par l'exercice d'un acte d'indépendance individuelle à l'attaque de Rosas contre l'indépendance publique.

Nous avons, jusqu'à présent, oublié de dire une chose qui eût dû être d'un grand poids dans la balance de notre politique, et qui n'y fut pas même pesée. C'est que Montevideo était une ville presque française. Sur 50,000 habitants, il y a 20,000 Français. Cette population, mêlée à tout par ses intérêts de commerce et de famille, ne pouvait rester étrangère à ce qui se passait. Dès les premiers moments, elle prit la cause de la patrie adoptive, et fit éclater son enthousiasme pour la défense de la ville.

Ajoutez à cela les antipathies qui, depuis 1839, se sont élevées entre les Français et les soldats de Buénos-Ayres. À cette époque, et autorisés par leur gouvernement, ils prirent les armes contre Echague, qui fut anéanti plus tard par Rivera. Aussi, dans leurs vieilles rancunes contre nos compatriotes, les soldats de Rosas criaient-ils aux avant-postes montevidéens :

« Que font donc ces Français qui s'armèrent autrefois pour faire des parades ? pourquoi ne s'arment-ils pas aujourd'hui qu'il faut faire la guerre ? »

Ces paroles arrivaient jusqu'à la population française ; et pourtant la population restait neutre.

Cependant, il ne fallait qu'une étincelle pour amener l'explosion. Elle fut produite par la circulaire d'Oribe, en date du 1<sup>er</sup> avril, dans laquelle, se plaignant de la turbulence des *étrangers*, il menaçait de les traiter comme sauvages unitaires, s'ils n'ont pas la prudence de cacher ces sympathies.

Un cri d'indignation répondit à cette insolente provocation ; les Français coururent aux armes et s'organisèrent en légion ; légion sacrée qui a rendu à son gouvernement cet étrange service

de soutenir, malgré lui, l'honneur de la France ; légion courageuse qui a résisté aux balles et aux séductions, et qui aujourd'hui résiste à une arme plus terrible qu'aux armes d'acier et d'or employées contre elle par Rosas : à la calomnie des journaux français.

Il y a sept ans que cette légion s'est formée ; en s'organisant, elle fit elle-même les frais de son équipement et de son armement, elle n'a jamais reçu aucune solde de l'État, et restée à 3,000 lieues de la patrie, tombant dans la misère commune jusqu'aujourd'hui, pieds nus, couverte de haillons, cicatrisée comme son drapeau, elle passe fière de sa nudité dans les rues de Montevideo, dont chaque habitant salue maintenant un Français comme un frère, et le vénère comme un défenseur.

En effet, sur toute cette ligne de circonvallation qui défend Montevideo, pas un endroit qui ne soit taché de sang français ; car sachez cela, ministres et gouvernement qui les avez abandonnés, plus de mille de nos braves compatriotes sont tombés depuis le jour où la légion française fut organisée jusqu'au jour où nous écrivons ces lignes.

Le colonel Thiébaud, ancien officier de l'armée impériale, commande cette légion, et le colonel Brie, un des premiers négociants de la ville, devenu excellent colonel, commande les chasseurs basques ; le lieutenant-colonel Des Brosses, le docteur Martin de Mousay et presque tous les Français notables établis à Montevideo ont contribué à former cette légion.

Nous savons qu'à certains hommes l'injure coûte peu et que la louange est chère. À ces hommes nous dirons : Rosas a prodigué l'or pour provoquer la désertion. Eh bien ! depuis sept ans, un homme a déserté, il s'appelle Pelabert ; il commandait le premier bataillon, il fit tous ses efforts pour l'entraîner avec lui, et quand il accomplit son crime, il eut deux complices, voilà tout.

Trois traîtres sur trois mille hommes, c'est moins que les Spartiates, qui comptèrent un fuyard sur trois cents !

La formation de la légion française fut immédiatement suivie

par celle de la légion italienne, réunie à la voix de Garibaldi, et qui donna une nouvelle occupation à cet esprit d'aventure, à ce cœur affamé de dangers.

C'était un nouveau parti qu'il se créait, car il était déjà commandant de la flottille ; mais il était jaloux des coups de canon qui se tiraient à terre, et, grâce à cette nouvelle organisation, on put le voir le même jour commander son bâtiment, marcher à la baïonnette à la tête d'un bataillon d'infanterie et charger au milieu de la cavalerie sur un escadron ennemi.

Puis, sa flottille organisée, sa légion formée, un jour une brise de la Méditerranée lui apporta le soupir de l'Italie. Garibaldi quitta tout : un devoir sacré pouvait seul l'arracher à un noble dévouement.

Derrière Garibaldi apparaissait un nom devenu illustre dans la légion italienne. C'était Francisco Ansani, d'un courage sans égal et d'une austérité de mœurs qui semblent appartenir à l'antiquité.

Ansani n'apparaît jamais dans Montevideo qu'au milieu de ses soldats, habillé comme eux, partageant leur nourriture et rêvant la liberté de l'Italie, en combattant pour celle du Nouveau-Monde. La liberté, c'était sa vie, son espérance, le souffle qu'il respirait à chaque haleine.

Lorsqu'en 1847 Garibaldi quitta Montevideo avec une centaine de ses légionnaires pour venir combattre à Rome, Ansani, dangereusement malade, s'embarqua malgré les efforts de ses amis et mourut trois jours après son arrivée en Italie, rêvant cette indépendance de la patrie pour laquelle Garibaldi devait combattre inutilement.

Et qu'on nous comprenne bien quand nous disons *inutilement* ! Nous le disons au point de vue du présent et non pas avec le désespoir de l'avenir.

## Chapitre cinquième

La nécessité de suivre des événements dans leur accomplissement successif nous a fait oublier Rivera et son armée, qui pourtant étaient loin d'être demeurés sans combattre depuis leur sortie de Montevideo.

L'armée ennemie, forte de 6,000 fantassins et 900 cavaliers, avait mis le siège devant la ville ; le reste des forces de Rosas était lancé contre Rivera. Alors commença une lutte admirable, puisque Rivera devait équilibrer, à force de sagacité, par la connaissance du terrain, par la bravoure de ses troupes, l'inégalité qui existait entre lui et l'ennemi qui avait envoyé 6,000 hommes de cavalerie, un bataillon d'infanterie et une batterie d'artillerie à sa poursuite. Rivera n'avait sous ses ordres que 5,000 cavaliers.

Malheureusement, peu à peu et de jour en jour, la marche de Rivera devint plus embarrassée et plus pesante, car les campagnards qui n'avaient pu se réfugier à Montevideo s'aggloméraient autour de lui, changeant sa petite armée en tribu ; de sorte que, dans les derniers temps, on comptait quatre cents gros chariots chargés de femmes et d'enfants, ce qui gênait beaucoup la marche de la colonne ; joignez un nombre plus considérable de fugitifs qui, n'ayant pas les mêmes moyens de transport, suivait l'armée à pied ou à cheval.

Rivera et ses soldats savaient parfaitement que toute cette population, inhabile à la guerre, embarrassante dans les camps, diminuant la vitesse de sa marche, les exposait à une ruine complète. Et cependant ils acceptèrent la tâche pénible qui leur était imposée. Ils combattirent pendant deux ans, toujours repoussés, jamais vaincus complètement, mais faisant à chaque échec éprouver des pertes plus grandes que les leurs.

Enfin arriva la funeste journée de Paso de la Paloma, où Rivera fut complètement battu ; et cependant, telles étaient les

ressources de cet homme, telle était la popularité qui l'enveloppait, tel était, pour la patrie, l'ardent amour qui faisait battre le cœur des Orientaux, qu'il suffit de triompher à Solis pour rendre à Rivera cette supériorité un moment perdue.

Mais 4,000 hommes franchirent l'Uruguay sous le commandement d'Urquiza et vinrent dégager l'ennemi. Alors commença pour Rivera une série inouïe de revers ; il fut battu à Malbajar, à Aréquita, et, malgré ces deux défaites, il se trouva en mesure de présenter la bataille à Urquiza dans les plaines d'India-Muerta, le 28 mars 1845.

Il avait quatre mille hommes, et autant en avait le général ennemi. Avant de présenter la bataille, le général Rivera ordonna aux chariots chargés de femmes et d'enfants de s'approcher des frontières du Brésil, afin de traverser ces frontières si la bataille était perdue. La bataille fut perdue, et toute cette peuplade, qui s'était faite nomade pour le suivre, fut sauvée ainsi qu'une partie de son armée elle-même par cette précaution.

Eh bien ! depuis ce jour, armée et familles sont dans la province de Rio-Grande, sans que les promesses d'Oribe, renouvelées à chaque heure, aient eu la puissance de leur faire traverser cette frontière qui les sépare de la patrie.

Preuve étrange de la haine qu'inspire Rosas ! il y a là une population tout entière qui pleure dans l'exil, qui agonise dans la misère, et qui préfère cette agonie et ces larmes à la domination de Rosas !

L'armée de la campagne, anéantie à la bataille d'India-Muerta, avait perdu dans les différents combats qu'elle avait livrés les trois quarts de ses forces, c'est-à-dire qu'elle avait fait plus que son devoir. Pendant cette période où elle combattit, elle accomplit d'admirables actions, elle eut de nobles martyrs, et l'histoire du peuple oriental n'oubliera jamais les noms d'Aguiar, de Silva, de Cuadra, de Bianco et de Luna, les chefs les plus remarquables de cette armée, qui, les uns après les autres, sont tombés pour l'indépendance de la patrie.

L'histoire dira aussi que les désastres de cette armée sont l'œuvre du général Rivera et non de cette armée ni de ses chefs. Rivera ne voulut jamais admettre l'organisation militaire dans les troupes qu'il commandait, et il fit à des hommes bien disciplinés une guerre de partisan, tandis qu'il eût fallu leur faire une guerre de tacticien et de soldat.

Lorsque la bataille d'India-Muerta fut perdue, lorsque les débris de l'armée franchirent la frontière de Rio Grande, un seul chef recula devant la terre d'exil. La mort était certaine pour lui dans la patrie ; mais, à son avis, mieux valait que de vivre dans l'exil mourir sur la terre de sa patrie.

Cet homme était lieutenant-colonel et se nommait Brigido Silveira.

Mais ce ne fut pas le tout ; comme une centaine d'hommes dévoués avaient résolu de partager sa bonne ou sa mauvaise fortune, il rêva de continuer avec cette poignée de braves la lutte interrompue par la défaite d'India-Muerta et abandonnée par le général. Brigido Silveira et sa troupe se retirèrent en conséquence dans le district de Maldonato, et, profitant des accidents du terrain, il commença une guerre d'embuscades et d'attaques nocturnes à laquelle l'armée ennemie était loin de s'attendre.

À partir de ce moment, partout où se hasarda un détachement de l'armée d'Oribe, ce détachement fut anéanti. Pas une avant-garde aventurée qui ne fût attaquée par ces partisans, qui semblaient connaître d'avance toutes les marches et les contremarches de l'armée ennemie ; pas une arrière-garde attardée qui n'eût affaire à ces infatigables guerrillas. Puis vint une nuit de tempête, profitant de la lutte des éléments, c'était jusqu'au milieu des campements que Brigido Silveira allait pousser son cri de guerre.

Ce fut en vain que les chefs d'Oribe lancèrent à la poursuite de ces braves trois mille cavaliers, tantôt en masse, tantôt divisés par détachements. Il fallut deux longues années pour anéantir ce noyau de résistance, et encore ne fut-il pas anéanti d'un coup.



Mais chaque homme tomba après l'autre, et cela depuis le premier jusqu'au dernier. Par un miracle, Brigido Silveira survécut à tous et parvint à rentrer à Montevideo, où il est encore aujourd'hui.

La bataille de Balbajar, antérieure à celle d'India-Muerta, avait eu lieu en janvier 1844. Un groupe de cinq cents hommes, échappé du désastre, conçut le projet de s'ouvrir un chemin jusqu'à Montevideo, et, en effet, arriva inattendu derrière les lignes du siège, les rompit, et, passant sur les cadavres des assiégés, entra triomphant dans la forteresse du Cerro.

À la tête de cette poignée de braves se trouvaient les colonels Flores et Estibao. Ils se présentèrent au gouvernement l'épée à la main en montrant aux ministres leurs épées encore toute dégouttantes de sang.

« L'armée de la campagne a été battue, dirent-ils, et comme nous ne savons pas si elle pourra se reformer, nous venons partager le sort des défenseurs de Montevideo. »

Ce renfort fut providentiel. La garnison était affaiblie par des pertes journalières et ne pouvait se recruter, tandis que les vides faits dans l'armée ennemie étaient à l'instant remplis par des troupes fraîches envoyées de Buénos-Ayres.

En effet, les rangs des défenseurs de Montevideo étaient bien éclaircis. Les colonels Sosa, Torres, Neira et un grand nombre d'autres chefs et officiers avaient péri avec plus de 3,000 soldats.

Disons quelques mots de ce Sosa que nous avons appelé l'Hector de la nouvelle Troie.

Sosa était un de ces hommes pour lesquels le danger n'existait pas. Comme Nelson, il pouvait demander, non pas à douze ans, mais à trente : Qu'est-ce que la peur ? – Pour lui, rien n'était impossible ; on eût dit qu'il descendait de ces Titans qui avaient autrefois tenté d'escalader le ciel.

Un jour on l'a vu, avec quatorze cavaliers, tomber sur une centaine de Basques espagnols et les faire disparaître.

Un autre jour, on l'a vu tout au contraire au milieu de quator-

ze cavaliers qui le chargeaient, sûrs de le prendre, se faire un passage en tuant deux de ses assaillants, et regagner le corps dont il avait été séparé.

Un autre jour encore qu'on se trouvait en face d'un détachement ennemi, le chef de Sosa ayant manifesté le désir d'avoir quelques renseignements qu'un prisonnier seul pouvait lui donner, Sosa s'élança seul sur le détachement ennemi, le joignit, saisit au collet un homme du premier rang, le mit en travers sur son cheval et le rapporta à son chef.

— Tenez, mon colonel, dit-il, voici ce que vous avez demandé.

Aussi eût-on dit que la mort respectait cet homme qui familiarisait ainsi avec elle. — Un jour, un des plus braves officiers de l'armée ennemie se rencontre au milieu de la mêlée avec Sosa. — Il tenait son tromblon tout chargé à la main, il l'appuie contre la poitrine de Sosa et lâche le coup. Mais l'amorce seule prend feu, et celui qui vient de tirer tombe mort, frappé à son tour par Sosa.

Une fois, il causait près d'un bois de pêcheurs avec cinq de ses soldats. Ce bois renfermait une embuscade : l'embuscade fait feu à un quart de portée de fusil. Les cinq soldats tombent, Sosa seul reste debout. Vous croiriez qu'il va fuir ou tout au moins battre en retraite. Non pas : Sosa s'élançe dans le bois, et, cinq minutes après, en sort l'épée sanglante sans avoir reçu la moindre égratignure.

Les exploits de Sosa étaient devenus l'objet de l'entretien de la ville, comme lui était devenu la terreur de l'armée ennemie.

Aussi le 8 février fut-il un jour de deuil pour Montevideo.

Le 8 février 1844, étant aux avant-postes, Sosa fut frappé d'un boulet de canon, comme Turenne, comme Brunswick ; seulement, lui ne tomba pas de cheval, quoique le boulet lui eût emporté la moitié du corps et presque toutes les entrailles.

Il mit pied à terre en disant à ses soldats :

— Je crois que je suis touché.

Aussitôt ses forces l'abandonnèrent et il fut transporté sur son

poncho jusqu'à la ligne des fortifications.

Reconnaissant qu'il était non-seulement frappé, mais encore frappé à mort : *Mes amis*, dit-il, *je vais mourir, mais vous, vous restez pour défendre et sauver la patrie.*

La nouvelle retentit jusqu'au cœur de la ville, comme si elle eût été apportée par le coup de canon qui l'avait frappé. Le ministre se transporta auprès du mourant. Le visage de Sosa n'offrait d'autre altération qu'une légère pâleur. – En apercevant le ministre, il se souleva, lui tendit la main, et lui rendit compte des détails du service dont il avait été chargé avec une sérénité si parfaite, qu'il était impossible de deviner qu'il allait mourir. – Le ministre de la guerre l'écoutait la tête baissée ; c'est qu'il perdait non-seulement avec Sosa un des plus braves chefs de l'armée, mais encore un de ses meilleurs amis.

La voix de Sosa s'éteignit tout à coup. Le ministre regarda Sosa : il était mort.

L'armée entière porta le deuil, non pas le deuil d'ordonnance, mais le véritable deuil, celui qui s'étend des habits au cœur.

Un seul homme était mort, il semblait à chaque survivant qu'il avait perdu un frère ou un ami.

La reconnaissance humaine était impuissante devant un si glorieux tombeau. Aussi le gouvernement se contenta-t-il de rendre le décret suivant :

#### MINISTÈRE DE LA GUERRE ET DE LA MARINE

Montevideo, 10 février 1844.

Le gouvernement ne doit pas de récompense à ceux qui combattent pour la patrie, parce qu'en agissant ainsi ils ne font que leur devoir ; mais il doit à la gloire nationale de faire ressortir les exploits accomplis pour la défense de la République, et cela, en perpétuant la mémoire de leurs auteurs, et en les entourant du témoignage de la reconnaissance générale, qui est la plus belle couronne du héros.

Par ce motif, et se rappelant que le colonel Marcelino Sosa,

mort le 8 de ce mois, a consacré toute sa vie au service de la patrie et l'a servie avec une abnégation héroïque ; qu'il a été le premier parmi les braves pendant la guerre, citoyen vertueux pendant la paix ; qu'il a bien mérité de la patrie dans toutes les occasions :

Le gouvernement a résolu et décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. Le premier régiment de cavalerie de la garde nationale se nommera à l'avenir *régiment Sosa* et portera cette inscription sur son étendard : *Marcelino Sosa, brave entre les braves. La patrie l'a perdu le 8 février 1844.*

Art. 2. Il ne sera jamais pourvu à l'emploi de colonel de ce régiment dans lequel Marcelino Sosa figurera comme colonel effectif, sa famille devant recevoir les appointements auxquels il a droit par les soins de l'état-major de ce même corps, et si celle-ci ne reçoit pas les appointements conformément à la loi du 12 mars 1829, ils seront perçus par les invalides de l'armée et affectés aux dépenses de leur maison.

Art. 3. . . . .

Art. 4. Dès que l'armée qui assiége la capitale aura été vaincue, le corps de Sosa sera transporté à l'endroit où le boulet l'a frappé, et il lui sera élevé aux frais du trésor un monument simple où seront inscrits son nom, le jour de sa mort et ses dernières paroles :

CAMARADES, SAUVEZ LA PATRIE !

*Signé* : SUAREZ ;  
Pacheco Y OBES.

Le ministre de la guerre prononça l'éloge funèbre du grand citoyen.

Sosa fut enterré, enveloppé dans l'étendard de son escadron, dans le tombeau de la famille Pacheco y Obes.

Parmi ceux qui portaient le corps à la tombe, on remarquait le colonel Tajés, qui aujourd'hui occupe dans l'estime de l'armée la place qu'occupait Sosa.

Sosa était un beau jeune homme, grand, fort, excellent cavalier, d'une générosité qui n'avait d'égale que son courage pour combattre. Il montait d'habitude un magnifique cheval noir dont le harnais était tout d'argent. Puis il ôtait sa veste, retroussait ses manches. Alors l'épée ou la lance à la main, il était ce que devait être un héros d'Homère ou un paladin du siècle de Charlemagne.

Aussi se trouvait-il au milieu de dignes et braves compagnons, puisque chaque jour du siège de Montevideo est une page de gloire pour les chefs qui commandent les assiégés.

Hier, c'était le colonel Muños abordant avec quatre-vingts hommes un poste fortifié et quatre cents soldats qui n'échappent à la captivité que grâce aux renforts qui leur arrivent.

Aujourd'hui, c'est le colonel Solsona résistant avec un bataillon à toute l'aile droite ennemie. Parmi ceux qui combattaient sous ses ordres se trouvaient ses trois frères. L'un d'eux, le capitaine Miguel, tombe frappé à la tête d'une balle, se relève, et en se relevant ramasse un fusil et continue de combattre comme s'il n'était tombé que pour se faire une arme.

Demain, c'est Lezica et Battle, avec 300 soldats, résistant au Pantanosos à cinq bataillons ennemis.

Puis on verra le major Carro avec trente dragons se battre contre trois cents ennemis, et restant lui et vingt-huit des siens sur le champ de bataille.

On verra le colonel Tajés avec quatre-vingts hommes anéantir le deuxième régiment de Rosas.

On verra le colonel Vilagran, âgé de soixante ans, chargeant tous les jours, à la tête d'une poignée de cavaliers, et chargeant toujours un contre quatre.

Oui certes, si l'abnégation et le courage eussent pu sauver Montevideo, Montevideo eût été sauvée !

Dans le mois de juin 1844, le général Paz, appelé au commandement de l'armée de Corrientes, partit de Montevideo.

Alors le colonel Pacheco y Obes réunit au ministère de la guerre le commandement des troupes, et, par quelques opérations

heureuses, arriva à dominer l'armée ennemie, qu'il battit deux fois.

On pouvait croire qu'on touchait au terme de la résistance, et tout se préparait pour un combat décisif, lorsque, le 8 octobre, une circonstance imprévue changea tout, et ouvrit la série des malheurs de Montevideo.

Nous avons parlé de la petite escadrille commandée par Garibaldi. Sur cette escadrille s'étaient réfugiés deux déserteurs brésiliens, sans que Garibaldi en eût eu connaissance.

Le 8 novembre, l'amiral brésilien, qui avait à Montevideo quatre corvettes sous ses ordres, sans avoir fait précéder cette manœuvre d'une réclamation, se dirigea vers l'escadrille orientale. Il montait une goëlette que suivaient plusieurs petits bateaux pleins de troupes.

Arrivé à portée de pistolet de l'escadrille orientale, il jeta l'ancre, et aussitôt intima l'ordre de rendre les deux déserteurs brésiliens, menaçant de faire feu, si dans une heure on n'avait pas fait droit à sa demande.

Instruit de cet événement, le ministre de la guerre prévint les autres membres du gouvernement qu'il se rendait à bord de l'escadrille pour soutenir l'honneur national. – Il ajoutait qu'il répondait de tout et qu'on pouvait ne pas transiger avec la brutale exigence du Brésilien. – Mais une fois à bord de l'escadrille, il reçut l'ordre du gouvernement de livrer les deux déserteurs. – Cet ordre lui fut même intimé, – chose étrange, – par un officier d'ordonnance de l'amiral brésilien.

Le ministre de la guerre résista à cet ordre, et comme le gouvernement insistait, il donna sa démission, mais il déclara en même temps qu'il ne quitterait pas le poste qu'il occupait tant que les forces brésiliennes resteraient dans une position menaçante.

Les Brésiliens se retirèrent, alors Pacheco y Obes descendit à terre.

Le gouvernement avait accepté la démission du ministre de la

guerre, parce que le général Rivera était poussé par ses amis à lutter contre le colonel. – D'ailleurs, par ses façons brusques, celui-ci avait blessé quelques-uns des membres du gouvernement, et particulièrement quelques intérêts égoïstes groupés autour de Rivera, lequel, nous l'avons déjà dit, faisait bon marché des finances publiques.

L'armée, instruite de la démission du colonel Pacheco y Obes, prit les armes et refusa de se soumettre. Pendant trois jours on s'attendit à Montevideo à voir le triste spectacle d'un gouvernement renversé par la force militaire. – Pacheco y Obes résista à l'affection du soldat, tentation dangereuse qu'il surmonta, préférant sortir du pays, comme il le fit, et se retira à Rio-Janeiro. – Pacheco y Obes avait rendu de grands services. – Personne ne lui a contesté et nul ne lui contestera la part immense qu'il a prise à la défense de Montevideo ; et la haine que professent contre lui les ennemis du pays lui font un titre irrécusable à la reconnaissance des bons citoyens.

Arrivé au pouvoir, son premier soin avait été d'introduire la probité dans l'administration ; d'établir en principe les droits de la nation à exiger de chaque citoyen tous les sacrifices ; enfin, il profita de la crise pressante où se trouvait Montevideo pour détruire les influences personnelles, en leur substituant l'exercice impartial des lois.

Autour de lui se réunit une multitude d'hommes nouveaux, pleins d'idées patriotiques. De leurs travaux est résulté l'anéantissement de l'influence dominatrice du général Rivera, influence qui reprit quelques instants le dessus à la chute du colonel Pacheco y Obes, et après la révolution d'avril, mais qui n'a pu résister à l'excellence du système établi par l'ex-ministre de la guerre.

Cependant, il faut le dire, le colonel Pacheco y Obes porta trop loin ses idées de réforme, ou, pour les appliquer, choisit mal son temps. L'influence du général Rivera ne devait pas être attaquée juste au moment où on luttait contre la domination

étrangère. – Rivera était le véritable chef du parti national, et, une fois ce chef écarté, le parti se désorganisa et la désunion s'établit.

Puis il faut encore reprocher au général Pacheco y Obes la ténacité extrême de son caractère, qui l'empêchait de faire aucune concession.

Le colonel Pacheco y Obes donc froissa bon nombre d'hommes importants qui demeurèrent ses ennemis et coopérèrent à sa chute. Mais il a conservé l'amour du peuple et la reconnaissance du soldat ; et ainsi fut récompensée sa constante sollicitude pour le soldat et pour le peuple. Les améliorations introduites par lui dans le sort de ces deux classes sont choses patentes et que rien ne saurait faire oublier.

La retraite du colonel Pacheco y Obes fut le signal de la décadence de la défense. Il avait établi une autorité forte à laquelle tous obéissaient et que tous respectaient.

Après lui, l'autorité tomba dans des mains faibles, et l'on put s'apercevoir qu'elle n'existait plus, la main vigoureuse qui avait donné l'impulsion aux affaires publiques.

Après lui, on vit la guerre se continuer au jour le jour, mais sans ensemble. L'enthousiasme même de la défense disparut, et, pour comble de malheur, ce fut quatre mois après sa retraite que l'armée de Rivera fut anéantie à India-Muerta.

Alors les Orientaux étaient seuls engagés dans la lutte, et la nouvelle de cette défaite, qui détruisait tout espoir de triomphe, fut un coup de foudre pour la ville assiégée.

Le ministère qui, à cette époque, se groupait autour du vieux président Suarez, était composé de Vasquez, de Bausa et de Santiago Sayago.

À la nouvelle de la défaite d'India-Muerta, ce gouvernement eut une noble inspiration. – Au lieu de penser à une capitulation qui semblait imminente, il s'adressa à l'armée, lui montra clairement la position, en lui ordonnant de combattre ou de mourir.

« Il ne nous est pas possible de pactiser avec l'ennemi, disait la note officielle au chef de l'armée. – Nous devons donc, s'il



n'est pas possible de sauver la nationalité du pays, sauver au moins son honneur. »

L'armée s'ébranla aussitôt ; elle comprit l'appel fait à son patriotisme.

Une bataille désespérée allait se livrer, lorsque les bâtiments qui apportaient la nouvelle de l'intervention anglo-française entrèrent à Montevideo. – Les agents des deux nations venaient presser le gouvernement de ne rien précipiter, lui affirmant que la France et l'Angleterre imposeraient la paix, et que les deux puissances ne demandaient que le temps nécessaire pour exiger cette paix de Rosas. – Dans le cas où Rosas résisterait, Montevideo aurait pour alliées les deux nations.

Le gouvernement céda, l'armée rentra dans ses cantonnements, et depuis cette époque – avril 1845 – la République orientale attend inutilement la réalisation de ces promesses.

Cinq fois on a présenté à Rosas un ultimatum le menaçant de l'écraser. – Chaque fois Rosas a répondu avec une nouvelle insolence. On a souffert cette insolence, et la République orientale, réduite à l'inaction, s'est épuisée en efforts isolés et en est arrivée au dernier point où puissent toucher et le malheur politique et la misère privée.

Il est vrai que le premier ultimatum fut suivi de quelques actes qui paraissaient révéler la volonté de faire quelque chose pour Montevideo. Les forces anglo-françaises pénétrèrent dans le Parana. – Buéno-Ayres fut bloquée. – Rosas fut battu à Obligado par les alliés, qui se montrèrent jusque dans le Paraguay.

On donna quelques ressources au gouvernement oriental, qui, appelant de nouveau Pacheco y Obes au commandement de l'armée, se mit en disposition de pousser la guerre avec vigueur. Déjà, quelque temps avant l'événement que nous venons de consigner, on avait détaché une division sous les ordres de Garibaldi et de Battle, laquelle avait pris Colonia et fortifié Salto, point important, puisque, touchant à la frontière du Brésil, il servit de point d'appui à l'émigration, dont peu à peu un millier d'hommes

revint à la patrie et s'incorpora dans l'armée nationale.

Ce fut en vain que l'ennemi fit des efforts inouïs pour reprendre ces deux points. À la Colonia se trouvait Battle ; au Salto, Garibaldi, c'est-à-dire que ces deux postes étaient bien commandés, bien défendus.

Assiégé par toute l'armée d'Urquiza avant d'avoir fortifié sa place, Garibaldi soutint un assaut où pendant six heures 4,000 hommes se ruèrent en désespérés sur ses 500 soldats et furent repoussés avec une perte immense. Plus tard, ce fut Servando Gomez qui assiégea la ville. Celui-là ne donna pas d'assaut ; c'était Garibaldi qui le chargeait continuellement et qui à chaque sortie lui faisait éprouver un échec. Enfin eut lieu le beau combat de San Antonio, dans lequel 200 Italiens se battirent en rase campagne contre 1,200 soldats de Servando Gomez, dont 500 fantassins. Nous avons déjà dit un mot de ce combat qui dura cinq heures ; après ces cinq heures, Garibaldi avait perdu la moitié de son monde, mais il avait tué quatre cents hommes à l'ennemi. Resté maître du champ de bataille, il se retirait après une heure de halte et de défi en emportant ses blessés au Salto. Depuis ce combat et en récompense de cette victoire, la légion italienne a la droite dans l'armée orientale.

Aussi, vers cette époque, Pacheco y Obes et Garibaldi furent-ils nommés généraux par le gouvernement. Ils ne voulaient aucune récompense ; ils durent céder à la volonté de leurs amis.

Pacheco y Obes réorganisait l'armée et la divisait en deux corps ; l'un devait garder Montevideo, et lui, se mettant à la tête de l'autre, devait tenir la campagne, s'unir à Garibaldi et prendre la direction de la guerre. Malheureusement Rivera revint à Montevideo. La révolution d'avril 1846 éclata ; Pacheco y Obes donna sa démission et fut remplacé par Rivera.

Ce chef partit pour la campagne et obtint d'abord quelques succès ; mais il se trouvait à la tête d'une armée qui avait brisé tous les liens de la subordination et dont un bataillon se souleva aux premières difficultés de la campagne. Rivera voulut le

désarmer ; par malheur c'était au moment où l'ennemi, en nombre considérable, venait venger les échecs successifs qu'il avait éprouvés. Rivera évita le combat et s'interna dans le pays, fut battu de nouveau, se réfugia à Maldonato, et ainsi furent, encore une fois, perdues les espérances qu'on avait conçues de sauver le pays.

La révolution d'avril fut le dernier éclair de la popularité de Rivera ; le dernier effort des abus qu'il représentait est la seule tache de la défense de Montevideo, puisque le sang le plus généreux des défenseurs de la République coula dans ce jour malheureux.

Les scènes terribles de la capitainerie du port laisseront un souvenir ineffaçable à Montevideo. C'est dans un de ces tumultes que le colonel Hyacinthe Estibao fut entouré avec une cinquantaine d'hommes par huit cents rebelles. Là, il ne s'agissait point de se rendre ; d'ailleurs, Estibao était un de ces hommes qui ne se rendent pas : il lutta deux heures. Tous ses soldats tombèrent autour de lui, et il resta seul avec un aide-de-camp. Alors, combattant toujours, couverts de blessures, ils gagnèrent une terrasse où, après une résistance inouïe, désespérée, ils furent tués tous deux.

Estibao était un des plus beaux caractères qui eussent brillé dans la République orientale. Jeune, brave, écrivant avec élégance, possédant la bonté du cœur, ayant foi dans le beau et dans le bon, il ne croyait ni à la ruse, ni au mensonge, ni à la trahison. C'était le frère d'armes du général Pacheco y Obes. Lorsque le combat dans lequel il fut tué s'engagea, les amiraux français et anglais voulurent, pour le sauver, lui faire quitter son poste, ce qui était bien facile, car à cent pas de ce poste se trouvait un détachement de 300 marins des deux nations. Il n'avait qu'à se réfugier au milieu d'eux et tout était dit ; mais Estivas répondit : « Le général m'a placé à ce poste ; vivant ou mort, il me retrouvera où il m'a placé. »

Lorsqu'il ne lui restait plus que huit soldats, un de ces huit

survivants s'approcha de lui et lui dit :

— Colonel, nous ne pouvons plus résister.

Estivas avait le bras droit cassé, mais de la main gauche il prit son pistolet par le canon, et d'un coup de crosse il écrasa la tête de cet homme, qui ne comprenait pas que, lorsqu'on ne pouvait plus résister, il fallait mourir.

De même qu'il avait perdu Estivas, Montevideo perdit ce jour le major Bedia, jeune homme qui donnait les plus belles espérances, officier brave jusqu'à la témérité, et qui continuait à consacrer à l'étude les loisirs que lui laissait la guerre. Aussi, à l'âge de 24 ans, était-il un mathématicien de premier ordre.

Bedia avait cinq frères tous appartenant à l'armée. – Le plus âgé, Joaquin, était lieutenant-colonel et commandait en second l'artillerie orientale à la bataille d'Arroyo-Grande. – Quand la journée fut perdue, les artilleurs, encore montés, s'enfuirent. Un soldat lui amena son cheval ; mais au lieu de monter dessus, il frappa son cheval de son épée. Le cheval blessé arracha la bride des mains du soldat et s'enfuit en hennissant de douleur. – Alors, comme l'infanterie ennemie arrivait par masses serrées, il ramassa une lance à feu encore armée de sa mèche, l'approcha d'une pièce chargée, et tira ainsi le dernier coup de canon qui fut tiré.

Au même instant, il tomba frappé de vingt coups de baïonnettes.

Les quatre derniers frères, – ceux qui restent vivants, – sont tous des officiers très-braves et très-capables. L'un d'eux commande un escadron d'artillerie à Montevideo.

Ce même jour, la République perdit encore le capitaine José Battle, frère du colonel Battle, et qui, aussi, était un jeune homme du plus grand mérite.

## Chapitre sixième

Les désastres du général Rivera amenèrent un changement dans le gouvernement, ou plutôt une réaction contre son système. Le ministère s'organisa définitivement comme il est aujourd'hui. Les hommes qui le composent, partisans des idées de réforme du général Pacheco y Obes, ont administré avec probité les affaires publiques ; et, il faut le dire, c'est sur eux qu'est tombé le plus pesant fardeau de la défense, puisque tous les éléments de la vie de la République sont anéantis, et qu'ils sont dans une complète dépendance du gouvernement français, et qu'ils ont dû se résigner à attendre l'effet des promesses de la France, qui promet sans cesse et ne tient jamais.

Ainsi, après sept années de résistance, on comprend qu'elle doit être la misère de cette malheureuse population. Il n'y a pas une seule famille qui ne soit ruinée. Celles qui étaient riches ont vendu à vil prix tout ce qu'elles possédaient, et sont devenues pauvres ; de sorte qu'aujourd'hui ce sont les magasins publics qui nourrissent tous les habitants.

Le vieux président Suarez a donné tout ce qu'il avait. Ses deux ministres vivent, comme le dernier Montevidéen, de la ration du soldat. Ils sont là, au milieu de toutes ces misères, attristés par l'impossibilité où ils sont de les soulager. Ils sont là, sentant que chaque jour diminue les éléments de la défense et donne une chance de plus au triomphe de l'ennemi. Ils sont là sans pouvoir faire autre chose que de souffrir comme tout le monde et sans avoir d'autre encouragement à donner que leur exemple ; ils sont là n'ayant enfin qu'une consolation, c'est qu'au jour où tombera Montevideo, la terrible responsabilité qu'ils ont encourue aux yeux de Rosas sauvera peut-être celle de leurs concitoyens.

Le gouvernement français paie un subside de cent quatre-vingt

mille francs par mois à Montevideo, et ce subside, au lieu d'être un allègement au malheur public, est devenu une douleur, car il est devenu presque une honte. En effet, les agents français chargés de la répartition de ce subside semblent le faire acheter à ceux qui le reçoivent par toutes sortes d'avaries. On dirait qu'aux yeux de ces agents seuls, toutes ces actions merveilleuses, tous ces actes de dévouement, tous ces élans de patriotisme dignes de l'antiquité, par lesquels les défenseurs de Montevideo ont commandé l'admiration au monde, n'existent pas.

Avant le siège, Montevideo renfermait 60,000 habitants ; aujourd'hui, à peine en compterait-on 24,000. La plus grande partie de la population étrangère, moins les Français, a quitté la malheureuse ville, et ce qui est resté de cette population première a eu à souffrir la faim, la peste et la misère, trois fléaux qui, avec les combats journaliers, expliquent suffisamment la diminution de la population. Mais jamais plus de constance, jamais plus de vertu n'ont été déployées par aucun peuple. Il n'y a pas une classe de la société qui ne souffre de la continuation de la défense. Depuis longtemps son commerce est mort. Les propriétaires ont vu fondre les propriétés les plus considérables entre leurs mains. Les prolétaires cherchent depuis longtemps inutilement le travail. Tout le monde est soldat ou officier. Or, pour l'officier pas de traitement, pour le soldat pas de solde. Les femmes veillent les blessés en soignant les vêtements des troupes, les vieillards font la police de la ville, et pendant les jours de combat, les enfants abandonnent leurs écoles pour aider les combattants en leur portant des cartouches. Un jour, en 1844, une femme s'est présentée au ministre de la guerre ; elle conduisait un enfant par la main, et montrant cet enfant, elle a dit : « Mon fils a aujourd'hui quatorze ans, c'est l'âge marqué par la loi, et je vous présente mon fils afin qu'il serve la patrie comme l'ont fait ses quatre frères aînés qui sont morts en la défendant. »

Chacun a connu à Montevideo ce trait tout spartiate de M<sup>me</sup> Correa, qui, ayant perdu trois fils dans le même combat, s'écriait,

presque mourante de douleur : *Mon plus grand regret est de n'avoir pas un quatrième enfant que je puisse offrir à la patrie.*

Nous citons ces deux traits au milieu de mille autres ; car, dans cette triste période, si les hommes se sont montrés admirables de courage et d'abnégation, les femmes se sont montrées sublimes de vertu et de dévouement. Il n'y a pas d'exemple qu'une femme ait eu un instant l'idée d'empêcher son père, son mari, son fils ou son amant de se trouver au poste du danger. La ville n'est pas grande ; par conséquent, de tous les points de la ville on pouvait entendre la fusillade des combats journaliers, combats dans lesquels chaque famille avait un de ses membres engagé. Alors l'étranger qui se trouvait à Montevideo pouvait se croire transporté dans l'antiquité au siège de Sparte. Chaque femme était devenue, épouse ou mère, une Lacédémonienne. On les voyait monter à leurs terrasses, fixant les yeux avec anxiété sur le champ de bataille, pâles, mais calmes et résignées ; là elles attendaient la nouvelle, qui souvent est un malheur terrible.

Le combat fini, les messagers envoyés par les survivants parcouraient la ville et distribuaient à chaque famille la part de douleur qui leur revenait.

Bien souvent au lieu du message c'était une civière qui frappait à la porte, et couché sur cette civière, mort ou mourant, l'homme qui était le soutien de la maison dans laquelle il revenait ensanglanté.

Il n'y a presque pas une famille à Montevideo que ce long siège n'ait habillée de deuil ; mais il n'y a pas eu de malheur, si grand qu'il ait été, qui ait pu faire faiblir le patriotisme de la femme. Celles qui par leur fortune et leur position sociale étaient les premières ont été les premières aussi pour le courage et les sacrifices.

Regardez passer cette femme à la démarche de reine, pâle et vêtue de deuil, entrant dans l'hôpital des Dames-Orientales ; c'est Cypriana Muñoz ; c'est la femme de Francisco Joaquin Muñoz, l'un des fondateurs de la nationalité orientale ; c'est la mère de

Francisco Muñoz, lieutenant-colonel, mort pour la patrie ; c'est la mère de Jose Maria Muñoz, l'un des plus braves colonels de l'armée ; c'est la mère encore de deux autres défenseurs de Montevideo.

À l'hôpital, elle soignera les blessés du bataillon de son fils ; puis, en sortant de l'hôpital, elle entrera dans la maison de la veuve, dans la maison de l'orphelin pour lui rendre un instant la mère qu'il a perdu. Elle parlera au soldat pour enflammer son courage, à l'homme d'État pour lui inspirer de grandes résolutions ; et si au milieu de tout cela, si pendant qu'elle poursuit son œuvre d'abnégation et de dévouement, le canon tonne, interrogez son visage : pas une ligne ne trahira la mère tremblant pour son fils, mais seulement la citoyenne préoccupée du sort de la patrie.

Quand une nation compte de pareilles femmes, on comprend facilement que les hommes qui combattent sous leurs yeux deviennent des héros.

Mais, répondra le gouvernement français à ces tableaux de douleur et de dévouement que nous mettons sous les yeux de l'Europe ; mais la France protège Montevideo ! Oui, la France dit à Montevideo à l'agonie les prières des mourants. L'intervention de la France dans la Plata signifie-t-elle autre chose que ces secours inefficaces que l'on apporte aux blessés à mort ?

Sur le fleuve magnifique qui baigne à la fois Buénos-Ayres et Montevideo, le pavillon de la France est déployé. Mais à la vue de ce pavillon, que l'Italie, que Naples, Milan et Venise ont dû habituer à ce spectacle, les prisonniers de la ville sont égorgés ; les Français eux-mêmes qui partagent le sort des Montevidéens, mutilés, torturés comme eux, avant de mourir jettent une malédiction à ce pavillon trompeur. Enfin, à la vue de ce pavillon, les ennemis de Montevideo raillent les patients qu'ils exécutent et leur font un dernier crime d'avoir cru aux promesses de la France.

Sous le gouvernement de Louis-Philippe, la paix a été demandée quatre fois à Rosas, et l'on n'a obtenu de Rosas qu'un refus



railleur. Alors la France supportait ce refus de moitié avec l'Angleterre : ce refus était dans les intérêts de l'Angleterre, et l'Angleterre buvait tranquillement sa part de honte qui devait amener l'anéantissement de l'influence française dans l'Amérique du Sud.

En vain alors les défenseurs de Montevideo demandaient-ils aux deux puissances d'en finir d'une manière ou d'une autre. On n'obtenait pas la paix, on ne faisait pas la guerre, et la ville, enchaînée par cette intervention mensongère, voyait disparaître un à un tous ses éléments de défense, sans qu'il lui fût permis de chercher dans un combat désespéré les moyens de salut.

Le gouvernement de Louis-Philippe, en agissant ainsi, en appelait aux engagements pris avec l'Angleterre ; mais l'Angleterre se sépara de l'intervention après la révolution de 1848, et la France républicaine garda seule son pavillon déployé sur les rives de la Plata.

À ce grand événement, le courage des défenseurs de Montevideo se releva.

Comment eussent-ils pu supposer que la jeune République ne se montrerait pas forte et loyale vis-à-vis d'eux ? Comment douter de ce que feraient, arrivés au pouvoir, les hommes qui, depuis 1830, accusaient dans les journaux, par leurs protestations, Louis-Philippe de faire bon marché de l'honneur de la France ?

Montevideo était donc en pleine espérance d'avenir, lorsqu'à la fin de 1848 une grande nouvelle courut dans la ville. L'amiral Le Prédour, chef des forces navales de la France dans la Plata, s'était présenté au gouvernement pour déclarer qu'il avait l'ordre de se rendre à Buénos-Ayres et d'y proposer la paix à Rosas. Ce n'est pas une négociation diplomatique que je vais entamer, disait-il, mais l'ultimatum des volontés de la France que je vais porter.

Le départ de l'amiral suivit de près cette communication ; et comme une intimation est bien vite faite, on attendait son retour à chaque instant. Mais on attendit pendant quatre mois le retour

de l'amiral Le Prédour !

On sut enfin que cet ultimatum avait tourné en négociation. Le gouvernement de Montevideo réclama hautement contre la tournure qu'avait prise cette affaire. On écarta les réclamations de Montevideo, et l'on continua de négocier avec Rosas ; et pendant que l'on négociait, toutes les tentatives étaient faites pour que la population française abandonnât la ville assiégée. On disait hautement que la France gardait son patronage à Montevideo, et tout bas on faisait circuler des bruits qui avaient pour but d'introduire le découragement dans la ville, d'ébranler la confiance dans les ministres et d'amener la défection dans l'armée.

Mais, cette fois comme toujours, Montevideo trompa l'espoir de ceux qui veulent sa perte. Et cependant la ville, aux jours des défaites les plus meurtrières, n'avait éprouvé de plus grand danger : la désunion s'était mise parmi ses défenseurs. Pacheco y Obes voulait une protestation éclatante contre la forme qu'avait prise cette négociation. Il demandait que, malgré la présence de l'amiral Le Prédour à Buénos-Ayres, on achevât la guerre avec tous les éléments de lutte qui se trouvaient encore aux mains du pays.

Le ministre, Herrera y Obes (des affaires étrangères), voulait attendre le résultat des négociations. De l'opinion de ce ministre étaient le président et les quelques négociants que la ville renfermait encore. L'opinion de Pacheco y Obes avait pour elle l'armée et le peuple.

Le colonel Battle, qui adhérait à l'opinion du général Pacheco y Obes, donna sa démission de ministre de la guerre ; et on s'attendait à de graves événements, lorsque l'amiral Le Prédour reparut tout à coup à Montevideo avec le traité résultat des négociations que nous avons dites.

Ce traité où Montevideo est sacrifié, ce traité qui assure le triomphe de Rosas, rétablit par le désespoir l'union entre les défenseurs de Montevideo.

L'amiral voulut l'imposer à la ville et menaça de retirer à

Montevideo l'appui de la France si Montevideo ne se soumettait à sa volonté. Mais le gouvernement se montra digne et énergique dans sa réponse. Il exprima l'intention d'ensevelir la ville sous les décombres plutôt que d'accéder au traité.

C'est sur ce refus que le traité fut déféré à la France. C'est sur ce refus que le général Pacheco y Obes fut chargé de représenter à Paris les intérêts de la République orientale, et d'obtenir par ses instances une solution, quelle qu'elle fût, dans cette interminable question de la Plata.

Arrivé en France, le général a parlé le langage précis et sévère d'un soldat. Il a dit à la France : *Montevideo est la base de votre prospérité commerciale dans l'Amérique du Sud. Si vous le comprenez ainsi, sauvez Montevideo ; si vous êtes d'un avis contraire au mien, si vous ne croyez pas que Montevideo soit pour vous ce que je dis, laissez Montevideo périr ; car, pour Montevideo, mieux vaut périr d'un seul coup que de souffrir la cruelle agonie à laquelle votre impuissante intervention nous condamne depuis cinq ans.*

Et en disant cela, le général a démontré jusqu'à l'évidence les avantages que la France perdra en perdant Montevideo. Il a prouvé les crimes de Rosas ; il a prouvé, surtout, l'incompatibilité de ces crimes avec la vie future et avec la civilisation à venir de l'Amérique. Malgré cela, une nouvelle négociation a été décidée ; négociation appuyée d'une poignée de soldats, insuffisante pour soutenir la dignité de la France, et qui, par la raison même de leur insuffisance, devront être et seront les témoins douloureusement impassibles des nouvelles avanies qu'il plaira à Rosas de nous infliger.

Nous le répétons ici, cette résolution de la France républicaine qui ne change rien à la politique de la France monarchique doit porter le dernier coup à Montevideo. Montevideo, si faible que soit sa voix en face d'une grande nation comme la France, a bien le droit, après sept années d'attente, d'exiger la décision qu'elle lui promet, et dont, au milieu de souffrances inouïes, elle a atten-

du l'accomplissement. Un moment peut arriver, et ce moment arrivera à coup sûr, où le désespoir mettra un terme à cette héroïque défense, et alors Montevideo disparaîtra de la surface de la terre ; et alors on dira au bruit de cette chute qui arrivera jusqu'en Europe, et fera tressaillir quelques cœurs sympathiques :

Ce n'est rien ; ne sortez pas pour si peu de votre bon sommeil, ce n'est qu'une ville qui tombe.

Et l'on se trompera. Montevideo n'est pas seulement une ville, c'est un symbole ; ce n'est pas seulement un peuple, c'est une espérance ; c'est le symbole de l'ordre, c'est l'espérance de la civilisation. – Tombe, Montevideo, dernier rempart de l'humanité dans l'Amérique méridionale, et à l'instant même un pouvoir anti-social étendra son ombre depuis le sommet des Andes jusqu'aux bords de l'Amazone, détruisant pour longtemps, sinon pour toujours, l'œuvre de Colomb fécondée par quatre siècles de l'incubation européenne. Les hommes qui, avec Rosas, poussent devant eux la destruction, traînent derrière eux la barbarie, sont le symbole de ces Indiens qui renversaient, la lance à la main, sur le rivage de l'Amérique, ces hommes du vieux monde qui venaient pour leur apporter la lumière de l'Orient ; ceux qui, derrière les remparts à moitié écroulés de Montevideo, combattent contre Rosas, représentent, au contraire, les idées d'humanité et de civilisation écloses dans le nouveau monde sous le souffle européen.

Acculés à leur dernier point de défense, les assiégés de Montevideo ont jeté les yeux sur l'Europe, et ont eu foi dans sa sympathie d'abord, ensuite dans l'intelligence de ses intérêts ; ils ont appelé la civilisation au secours de la civilisation. Les abandonnera-t-on à la barbarie ? et le dernier cri qu'ils poussent par ma voix sera-t-il un cri inutile et perdu ?... Oui, sans doute, inutile et perdu ! – inutile et perdu comme celui que nous avons poussé en faveur des Italiens ! – inutile et perdu comme celui que nous avons poussé en faveur des Hongrois !

Il est dans le cours des plus beaux siècles des époques som-

bres où les égoïsmes individuels étouffent ces élans de générosité naturels à tout grande peuple, et qui font plus grand encore le peuple qui s'y laisse entraîner. – Il est des jours maladifs et inertes que l'on est étonné de voir venir à la suite de ces jours fiévreux et brillants qui éclairent les révolutions.

Quand viennent ces époques fatales ? – quand surgissent ces jours ténébreux ?

C'est quand peu à peu, à la place des nobles passions qui surgissent en face de tout grand cataclysme, dont le progrès est à la fois la cause et le but – chassant devant lui tous les anges du ciel, qu'on appelle la foi – le dévouement – la fraternité – se glisse cette triste déesse, fille de l'intérêt et de la peur, qu'on appelle la réaction. – Au pouvoir alors montent on ne sait pourquoi, et se maintiennent on ne sait comment des hommes dont la seule recommandation aux yeux des majorités factices qui se forment pour les soutenir est cette médiocrité même qui, à toute autre heure que dans cette heure de transition, ferait d'eux des objets d'indifférence et de mépris. – Aux yeux de ces myopes politiques, myopes des yeux, myopes de l'esprit, myopes du cœur, les questions, si majestueuses que Dieu les ait faites, leur apparaissent étroites, restreintes, étriquées ; toute grande révolution les épouvante, toute décision définitive les effraie ; inquiets et tremblants, ce qu'il leur faut d'abord, c'est le calme, et, si plat que soit ce calme, ils s'en contentent. Au contraire, des hommes forts, qui deviennent plus puissants par la lutte, au contraire, des esprits éclairés, qui s'illuminent à la tempête, il leur faut à eux cette politique de demi-jour qu'ils tentent d'ennoblir en lui cherchant une source dans les actes de Louis XI et dans les écrits de Machiavel, ne comprenant pas, les plagiaires qu'ils sont, que Louis XI avait un royaume à arrondir, et Machiavel une nationalité à créer. Tandis que nous, dont la nationalité repose dans les idées, dont la royauté réside dans le peuple ; tandis que nous, c'est le monde tout entier que Dieu nous donne à refondre, avec le bronze du passé, c'est vrai, mais dans le moule de l'avenir.

Aussi, qu'est-il arrivé ? c'est que ces hommes aveugles et impuissants, ayant Dieu pour guide, ne se sont pas fiés à Dieu, et ont pris l'Angleterre et l'Autriche pour alliées.

L'Angleterre et l'Autriche nos ennemies mortelles.

L'Angleterre à qui nous avons fait une guerre de quatre siècles, qui a toujours essayé de nous envahir comme une marée, qui nous a toujours battue et que nous avons toujours chassée. L'Angleterre, qui murmure éternellement à notre oreille les noms de Crecy, Poitiers, Azincourt, Aboukir, Trafalgar, Waterloo, et à qui nous n'avons à répondre que Taillebourg et Fontenoy. L'Angleterre, notre ennemie mortelle, parce qu'elle n'est que *le fait* et que nous sommes *l'idée*. – Parce qu'elle n'est que Carthage et parce que nous sommes Rome.

L'Angleterre qui nous a pris successivement :

Presque tout le littoral de la pointe qui s'avance entre le golfe du Bengale et le golfe d'Oman.

L'île de France et Rodrigue dans la mer des Indes.

Bathurst en Sénégambie.

Le Canada, depuis le détroit de Belle-Isle jusqu'au Mexique.

Saint-Vincent, Tabago, les îles Vierges, Barboude dans la mer des Antilles. – Que sais-je encore !

L'Angleterre qui nous a brûlé Jeanne d'Arc et emprisonné Napoléon.

L'Angleterre enfin qui jalouse Alger et qui partout où nous posons notre pied civilisateur vient, ne comprenant pas, ou peut-être comprenant trop notre mission sainte, nous tracasser misérablement par quelque question de commerce ou d'industrie.

L'Angleterre qui n'est notre alliée enfin que depuis que les intérêts du régent Philippe et du roi George se sont trouvés être les mêmes, et cela parce que l'un était un usurpateur et que l'autre méditait une usurpation.

L'Autriche !

L'Autriche qui, bien plus que la Russie, représente l'absolutisme en Europe, car c'est l'absolutisme civilisé,

L'Autriche, à laquelle nous faisons la guerre depuis quatre siècles, comme à l'Angleterre : l'Autriche à laquelle nous avons pris,

Pour nous mêmes,

Le Roussillon, la Franche-Comté, le duché de Bar.

Pour les donner à Philippe V,

L'Espagne et les Deux-Indes.

Pour les donner à Charles III,

Naples et la Suisse.

À qui nous avons laissé prendre enfin,

La Silésie, par Frédéric de Prusse.

Les Flandres, par la maison d'Orange.

L'Autriche que la politique successive de nos rois depuis François premier jusqu'à Louis XV a constamment tendu à démembrer, l'Autriche dont l'alliance nous a coûté la première fois, la guerre de sept ans, la seconde fois, la tête de Louis XVI, la troisième fois, la chute de Napoléon.

L'Autriche qui bâillonne à Venise, qui fusille à Livourne, qui bâtonne à Milan.

L'Autriche que la providence avait enfin mise dans nos mains, par la triple révolution d'Allemagne, de Hongrie et d'Italie ; l'Autriche, à l'aigle de laquelle nous pouvions d'un coup trancher ses deux têtes, celle qui regarde le sud et celle qui regarde le nord, et dont au contraire nous avons soigné les plaies, cicatrisé les blessures, aux dépens de notre popularité et de notre honneur.

Eh bien ! je dis, quand les petits hommes qui gouvernent un grand peuple se trompent à ce point qu'ils circonscrivent leur politique entre le ruisseau de la rue Saint-Denis et du Canal Saint-Martin, quand cette politique demande à se répandre des Andes au mont Carpathes ; quand ils font de l'égoïsme là où s'est toujours pratiqué le dévouement ; quand, au lieu de tirer l'épée de Pavie, d'Ivry, d'Arques, de Cazale, de la Marsaille, de Nerwinde, de Steinkerque, de Denain, de Fontenoy, de Brandywine, d'Arcole, de Rivoli, de Montenotte, des Pyramides, de Maringo

et d'Austerlitz, pour la cause Sainte de la liberté, non-seulement ils repoussent cette épée au fourreau, mais encore semblent cacher le fourreau et l'épée, je dis pour qu'ils agissent ainsi, pour qu'ils mettent ce retard au mouvement du monde, je dis qu'il y a quelque motif providentiel qui échappe à nos regards et qui nous sera révélé un jour.

Et ce jour sera celui de la réparation.

Ainsi patience Italiens, patience Hongrois, patience Montevidéens, un jour viendra où tout un peuple de républicains vous dira – frères nous vous apportons le commerce de la main gauche, la liberté de la main droite. – Soyez riches et libres comme nous, – et en échange de cette liberté et de cette richesse dont nous dotons votre avenir, – nous ne vous demandons qu'une chose, – oubliez notre intervention à Nésib, – notre présence à Rome, – notre absence à Montevideo.

En attendant Kossuth, – en attendant Mazzini, – en attendant Suarez, – celui qui écrit ces lignes à votre honneur vous demande, pour toute récompense, sa place de citoyen dans vos républiques à venir !